

Ecrits et Manuscrits de la Médiation Familiale

Revue de l'Association pour la Médiation Familiale

11, rue Béccaria 75012 PARIS

Tél : 01 43 40 29 32

Fax : 01 43 40 30 09

apmfrance@wanadoo.fr

Directeur de publication : Bernard CORTOT

Comité de lecture : Bernard CORTOT

Claire DENIS

Maïté LASSINE

DU TIERS

**La Médiation Familiale est un processus...
dans lequel un tiers...**

Editorial

Avec Basarad NICOLESCU, qui a bien voulu nous faire l'honneur de sa réflexion sur la fonction de tiers, l'APMF n'a pas la prétention de reprendre le débat d'hier, sur le déterminisme entre *Bohr et Einstein*, qu'on se rassure... ! La physique quantique a été élaborée à l'origine pour résoudre une crise de la physique dite « classique » : elle nous apprend que des phénomènes sans relation causale sont pourtant corrélés et cela, par contre, fait un peu écho à quelque chose de connu. Ainsi s'éclaire d'une autre manière la nécessité de la recherche « *transdisciplinaire* », chère à notre ami Basarad, et son exposé sur les différents niveaux de réalité (celle-ci étant à entendre également dans son sens ontologique) qui amène à la compréhension de « *l'axiome du tiers inclus* ». Les systémiciens qui se reconnaissent dans la cybernétique de second ordre entrerons ici dans un terrain connu !

Emile RICARD décline cette fonction de *tiers inclus* en médiation familiale. Le tiers qui favorise l'apparition des différents niveaux de réalité autorisant le passage du « *binaire au ternaire...* » et l'émergence de l'altérité. Un tiers qui, pour Emile, serait à rechercher du côté... du processus.

Marie ROUSSEAU nous offre quant à elle, une « *Variation sur le TIERS* ». Rejoignant à sa manière Emile RICARD, Marie recherche ce tiers dans l'entre-deux de la relation, tout en se gardant bien de confondre *tiers et médiation*. Mais alors quid du médiateur s'il n'est pas à confondre avec **le tiers** ? Il met chacun en position de sujet parlant : « *il permet l'individuation des membres du couple...* ». Nous sommes bien loin ici de la fonction de pacificateur que le corps social voudrait (seulement) lui attribuer.

Muriel POURCHEZ BEHAGUE, pointe cette contradiction qui consiste à présenter la composante essentielle de la spécificité du médiateur : *la neutralité* qui implique une censure totale sur le contenu du processus et la mission qui lui est implicitement et explicitement assignée, « *œuvrer en direction d'un idéal de coresponsabilité parentale...* ». On pourrait par conséquent s'interroger sur ce qui a prévalu à l'utilisation du terme « *processus* », sans définir le sens qu'on attribue à ce terme, alors que dans bien des situations on pourrait lui substituer : « *dispositif* » !

Si hier dans l'union il y avait *tiers*, ce *tiers* était à rechercher du côté du couple aujourd'hui disparu. Je ne me différencie pas sur ce point de mes collègues. Par contre, ce qui à mes yeux fait justement problème (souffrance ?), c'est la disparition de ce qui *faisait tiers* et le remplacement de cette composante essentielle par un *tiers humain* : l'enfant. La médiation est une rencontre d'humanité et dans un premier temps, j'émet l'hypothèse que le médiateur va « *s'offrir comme tiers* » avant que leur relation nouvelle puisse à son tour « *faire tiers* ».

Alain DUCOUSSO-LACAZE (qui n'est pas médiateur) présente une réflexion critique à partir de conceptions développées dans les écrits de la médiation familiale. Cet enseignant en psychologie s'étonne ainsi de ce qu'il convient bien d'appeler la pauvreté de nos réflexions conceptuelles, notamment sur la théorie du lien, formulant l'hypothèse d'une référence non discutée à la « *mythologie contemporaine de l'individu* ». La pratique de la médiation familiale ne peut s'affranchir d'une réflexion sur la famille, faute de quoi nos propres idéaux n'autoriseront pas la prise de distance nécessaire. Il nous faudra bien nous interroger sur ce le sens que nous attribuons au *lien*.

La médiation ne « *tombe pas du ciel* » nous rapporte Jacques FAGET. Ne tombons pas dans l'angélisme naïf qui consisterait à penser que la médiation, au sein de nos sociétés complexes, est la conséquence du seul activisme de quelques pionniers éclairés.... Il ne suffit pas, par ailleurs, qu'une profession soit créée pour qu'elle obtienne de facto une reconnaissance de la part d'autres dans un champ déjà particulièrement *surpeuplé* ! Pour Jacques, ce qui peut fonder notre activité est sans doute bien plus à rechercher du côté de la posture (à savoir la médiation) que du côté de son objet : « la famille ». Certains auraient-ils tendance à oublier que si elle se définit comme « familiale », elle est avant tout d'une **médiation** ?

Pour Myriam ROGER MORANGE, le médiateur est « *ce tiers qui entend tout* », un « *tiers décevant* » qui ne conseille pas mais « *un tiers qui propose* » un espace pour construire un avenir, en s'appuyant sur les expériences du passé !

Nous créons à partir de ce numéro 5 une nouvelle rubrique confiée à... Âne ONIME... qui proposera dorénavant une description satirique (et infidèle ! ?) d'un contexte d'application de la médiation familiale ou qui nous offrira sa vision singulière de certaines pratiques...

Bonne lecture et à vos plumes pour le numéro 6...

Bernard CORTOT
Président de l'A.P.M.F.

Sommaire

- Basarab NICOLESCU -
« Niveaux de réalité et tiers inclus » p. 6
- Emile RICARD –
« La fonction de tiers inclus en Médiation Familiale » p. 13
- Marie ROUSSEAU –
« Variation sur le tiers » p. 15
- Muriel POURCHEZ BEHAGUE –
« La neutralité du médiateur familial à l'épreuve
de l'esprit de co-parentalité » p. 34
- Bernard CORTOT –
« Libérez l'enfant... d'une possible position de tiers » p. 40
- Alain DUCOUSSO - LACAZE –
« La médiation familiale au-delà du mythe de l'individu » p. 45
- Jacques FAGET –
« La médiation familiale et les 7 familles » p. 60
- Myriam ROGER MORANCE –
« La médiation familiale dans un contexte
de séparation et/ou de divorce » p. 66

COMMUNICATIONS LIBRES

- Âne Onime -
« Quelle identité ?
Vous avez dit médiation familiale internationale,
médiation interculturelle » p. 71

NIVEAUX DE RÉALITÉ ET TIERS INCLUS

Basarab NICOLESCU

Physicien théoricien au CNRS, Université Paris 6

Membre de l'Académie Roumaine

Président du Centre International de Recherches et d'Études

Transdisciplinaires (CIRET)

1. INTRODUCTION

La transdisciplinarité concerne, comme le préfixe latin "trans" l'indique, ce qui est à la fois *entre* les disciplines, à *travers* les différentes disciplines et *au-delà* de toute discipline. Sa finalité est *la compréhension du monde présent*, dont un des impératifs est l'unité de la connaissance¹. Le mot "transdisciplinarité" a été introduit en 1970 par Jean Piaget.

La recherche transdisciplinaire est radicalement distincte de la recherche disciplinaire, tout en lui étant complémentaire. *La recherche disciplinaire concerne, tout au plus, un seul et même niveau de Réalité* ; d'ailleurs, dans la plupart des cas, elle ne concerne que des fragments d'un seul et même niveau de Réalité. En revanche, *la transdisciplinarité s'intéresse à la dynamique engendrée par l'action de plusieurs niveaux de Réalité à la fois*. La découverte de cette dynamique passe nécessairement par la connaissance disciplinaire.

La connaissance plénière est un nouveau type de connaissance - la connaissance transdisciplinaire « **CT** », qui correspond à une connaissance *in vivo*. Cette nouvelle connaissance est concernée par la correspondance entre le monde extérieur de l'Objet et le monde intérieur du Sujet. La connaissance **CT** est réellement une *connaissance du tiers*. Par définition, la connaissance **CT** inclut un système de valeurs (voir Tableau).

Il est important de réaliser que la connaissance disciplinaire et la connaissance transdisciplinaire ne sont pas antagonistes mais complémentaires. *Leurs deux méthodologies sont fondées sur l'esprit scientifique.*

CONNAISSANCE « CD »	CONNAISSANCE « CT »
IN VITRO	IN VIVO
monde externe – objet	correspondance entre le monde externe (Objet) et le monde interne (Sujet)
savoir	compréhension
intelligence analytique	nouveau type d'intelligence - équilibre entre le mental, les sentiments et le corps
orienté vers le pouvoir et la possession	orienté vers l'étonnement et le partage
logique binaire	logique du tiers inclus
exclusion des valeurs	inclusion des valeurs

***Comparaison entre la connaissance disciplinaire (CD) et
la connaissance transdisciplinaire (CT).***

2. L'APPROCHE TRANSDISCIPLINAIRE DE LA NATURE ET DE LA CONNAISSANCE

La méthodologie de la transdisciplinarité est fondée sur trois postulats¹ :

- a- *L'existence, dans la Nature et dans notre connaissance de la Nature, de différents niveaux de Réalité et de perception.*
- b- *Le passage d'un niveau de Réalité à un autre niveau de Réalité s'effectue par la logique du tiers inclus.*
- c- *La structure de l'ensemble des niveaux de Réalité est une structure complexe : chaque niveau est ce qu'il est parce que tous les autres niveaux existent à la fois.*

Historiquement, les deux premiers postulats sont justifiés par la physique quantique, tandis que le troisième trouve sa source non seulement en physique quantique mais aussi dans d'autres sciences exactes et humaines.

Il est important de souligner que la transdisciplinarité ne résulte pas d'un transfert effectué à partir de la science moderne, ce qui serait une procédure fautive sur le plan épistémologique et philosophique. La science moderne, par ses aspects les plus généraux, nous a permis d'identifier les trois postulats de la transdisciplinarité mais, une fois formulés, ils ont une validité beaucoup plus large, tout particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la culture.

L'approche transdisciplinaire de la Nature et de la connaissance¹ est fondée tout d'abord sur la notion de *niveau de Réalité*.

Donnons au mot "réalité" son sens à la fois pragmatique et ontologique. J'entends par Réalité tout d'abord, ce qui *résiste* à nos expériences, représentations, descriptions, images ou formalisations mathématiques. Il faut donner aussi une dimension ontologique à la notion de Réalité, dans la mesure où la Nature participe de l'être du monde. La Réalité n'est pas seulement une construction sociale, le consensus d'une collectivité, un accord intersubjectif. Elle a aussi une dimension *trans-subjective*, dans la mesure où un simple fait expérimental peut ruiner la plus belle théorie scientifique.

Bien entendu, nous devons distinguer *Réel* et *Réalité*. Le *Réel* signifie *ce qui est*, tandis que *la Réalité* est reliée à la *résistance* dans notre expérience humaine. Le réel est, par définition, voilé pour toujours, tandis que la Réalité est accessible à notre connaissance.

Il faut entendre par *niveaux de Réalité*^{2, 3}, un ensemble de systèmes invariant à l'action d'un nombre de lois générales : par exemple, les entités quantiques soumises aux lois quantiques, lesquelles sont en rupture radicale avec les lois du monde macrophysique. C'est dire que deux niveaux de Réalité sont *différents* si, en passant de l'un à l'autre, il y a rupture des lois et rupture des concepts fondamentaux (comme par exemple la causalité).

L'émergence d'au moins trois niveaux de Réalité différents dans l'étude des systèmes naturels - le niveau macro physique, le niveau microphysique et le cyber-espace-temps (auxquels il convient d'ajouter un quatrième niveau, pour l'instant purement théorique, celui des supercordes, considéré par les physiciens comme la texture ultime de l'univers), est un événement capital dans l'histoire de la connaissance. Elle peut nous conduire à repenser notre vie individuelle et sociale, à donner une nouvelle lecture aux connaissances anciennes, à explorer autrement la connaissance de nous-mêmes, ici et maintenant.

Deux niveaux adjacents sont reliés par la logique du tiers inclus, une nouvelle logique par rapport à la logique classique.

La logique classique est fondée sur trois axiomes :

1. *L'axiome d'identité* : A est « A ».
2. *L'axiome de non-contradiction* : A n'est pas « non-A ».
3. *L'axiome du tiers exclu* : il n'existe pas un troisième terme « T » (« T » de "tiers inclus") qui est à la fois « A » et « non-A ».

Si on accepte cette logique qui a régné pendant deux millénaires et qui continue de dominer la pensée d'aujourd'hui, on arrive immédiatement à la conclusion que les couples de contradictoires mis en évidence par la physique quantique - onde *et* corpuscule, continuité *et* discontinuité, séparabilité *et* non-séparabilité, causalité locale *et* causalité globale, symétrie *et* brisure de symétrie, réversibilité *et* irréversibilité du temps, etc... - sont mutuellement exclusifs, car on ne peut affirmer en même temps la validité d'une chose et son contraire : A *et* non-A.

La plupart des logiques quantiques⁴ ont modifié le deuxième axiome de la logique classique - l'axiome de non-contradiction - en introduisant la non-contradiction à plusieurs valeurs de vérité à la place de celle du couple binaire (A, non-A). Ce fut le mérite historique de Stéphane Lupasco (1900-1988) d'avoir montré que *la logique du tiers inclus* est une véritable logique, formalisable et formalisée, multivalente (à trois valeurs : A, non-A et T) et non-contradictoire⁵.

La compréhension de l'axiome du tiers inclus - *il existe un troisième terme T qui est à la fois A et non-A* - s'éclaire complètement lorsque la notion de "niveaux de Réalité" est introduite.

Pour obtenir une image claire du sens du *tiers inclus logique* représentons les trois termes de la nouvelle logique - A, non-A et T - et leurs dynamismes associés par un triangle dont l'un des sommets se situe à un niveau de Réalité et les deux autres sommets à un autre niveau de Réalité. Si l'on reste à un seul niveau de Réalité, toute manifestation apparaît comme une lutte entre deux éléments contradictoires. Le troisième dynamisme, celui de l'état T, s'exerce à un autre niveau de Réalité, où ce qui apparaît comme désuni est en fait uni, et ce qui apparaît contradictoire est perçu comme non-contradictoire.

La logique du tiers inclus est capable de décrire la cohérence entre les niveaux de Réalité par un processus itératif comportant, à chaque étape, l'unification d'un couple de contradictoires situé à un certain niveau de réalité par un tiers inclus situé à un niveau de Réalité immédiatement voisin. Ce processus continuera à l'infini, jusqu'à l'épuisement de tous les niveaux de Réalité, connus ou concevables, sans jamais pouvoir aboutir à une non-contradiction absolue : la connaissance est à jamais *ouverte*.

La structure ouverte de l'ensemble des niveaux de Réalité est en accord avec un des résultats scientifiques les plus importants du XX^e siècle : le théorème de Gödel, concernant l'arithmétique. Le théorème de Gödel nous dit qu'un système d'axiomes suffisamment riche conduit inévitablement à des résultats soit indécidables, soit contradictoires. La portée du théorème de Gödel a une importance considérable pour toute théorie moderne de la connaissance car il ne concerne pas que le seul domaine de l'arithmétique, mais aussi toute mathématique qui inclut l'arithmétique. La structure Gödelienne de l'ensemble des niveaux de Réalité, associée à la logique du tiers inclus, implique l'impossibilité de bâtir une théorie complète pour décrire le passage d'un niveau à l'autre et, *a fortiori*, pour décrire l'ensemble des niveaux de Réalité. L'unité reliant tous les niveaux de Réalité, si elle existe, doit nécessairement être une *unité ouverte*.

Il y a certainement une *cohérence* entre les différents niveaux de Réalité, tout du moins dans le monde naturel. En fait, une vaste *auto consistance* - un bootstrap cosmique - semble régir l'évolution de l'univers, de l'infiniment petit à l'infiniment grand, de l'infiniment bref à l'infiniment long. Un flux d'informations se transmet d'une manière cohérente d'un niveau de Réalité à un autre niveau de Réalité de notre univers physique. Cette cohérence est *orientée* : il y a une flèche associée à la transmission de l'information d'un niveau à l'autre. Par conséquent, la cohérence, si elle est limitée aux seuls niveaux de Réalité, s'arrête au niveau le plus "haut" et au niveau le plus "bas". Pour que la cohérence continue au-delà de ces deux niveaux limites, pour qu'il y ait une unité ouverte, il faut considérer que l'ensemble des niveaux de Réalité se prolonge par une *zone de non-résistance* à nos expériences, représentations, descriptions, images ou formalisations mathématiques. *Dans cette zone il n'y a aucun niveau de Réalité.*

La non-résistance de cette zone de transparence absolue est due, tout simplement, aux limitations de notre corps et de nos organes des sens, quels que soient les instruments de mesure qui prolongent ces organes des sens.

L'ensemble des niveaux de Réalité et sa zone complémentaire de non-résistance constitue l'*Objet transdisciplinaire*.

Un nouveau *Principe de Relativité*¹ émerge de la coexistence entre la pluralité complexe et l'unité ouverte : *aucun niveau de Réalité ne constitue un lieu privilégié d'où l'on puisse comprendre tous les autres niveaux de Réalité.* Un niveau de Réalité est ce qu'il est parce que tous les autres niveaux existent à la fois. Ce Principe de Relativité est fondateur d'un nouveau regard sur la culture, la religion, la politique, l'art, l'éducation, la vie sociale. Et lorsque notre regard sur le monde change, le monde change.

Les différents niveaux de Réalité sont accessibles à la connaissance humaine grâce à l'existence de différents *niveaux de perception*, qui se trouvent en correspondance bi-univoque avec les niveaux de Réalité. Ces niveaux de perception permettent une vision de plus en plus générale, unifiante, englobante de la Réalité, sans jamais l'épuiser entièrement.

La cohérence de niveaux de perception présuppose, comme dans le cas des niveaux de Réalité, une zone de transparence, de non-résistance à la perception. *Dans cette zone il n'y a aucun niveau de perception.*

L'ensemble des niveaux de perception et sa zone complémentaire de transparence constituent le *Sujet* transdisciplinaire.

Les deux zones de transparence de l'Objet et du *Sujet* transdisciplinaire doivent être *identiques* pour que le *Sujet* transdisciplinaire puisse communiquer avec l'Objet transdisciplinaire. *Au flux d'informations traversant d'une manière cohérente les différents niveaux de Réalité correspond un flux de conscience traversant d'une manière cohérente les différents niveaux de perception.* Les deux flux sont dans une relation d'*isomorphisme* grâce à l'existence d'une seule et même zone de non-résistance.

La connaissance n'est ni extérieure, ni intérieure : elle est à la fois extérieure et intérieure. L'étude de l'univers et l'étude de l'être humain se soutiennent l'une l'autre. La zone de transparence joue le rôle de *tiers inclus ontologique* qui permet l'unification, dans leur différence, du *Sujet* transdisciplinaire et de l'Objet transdisciplinaire.

Le tiers inclus ontologique est le terme d'interaction entre le Sujet et l'Objet, qui ne peut pas être réduit ni à l'Objet ni au Sujet.

Le problème *Sujet / Objet* a été au centre de la réflexion philosophique des pères fondateurs de la mécanique quantique. Pauli, Heisenberg et Bohr, comme Husserl, Heidegger et Cassirer, ont successivement réfuté l'axiome fondamental de la métaphysique moderne : la séparation totale entre le *Sujet* et l'Objet. Nos considérations présentes sont inscrites dans le même cadre de pensée.

En fait, Heisenberg, dans ses écrits philosophiques, s'est beaucoup rapproché du concept de "niveau de Réalité". Dans son célèbre *Manuscrit de 1942* (seulement publié en allemand en 1984 et traduit en français en 1998), Heisenberg, qui a bien connu Husserl, a introduit l'idée de *trois régions de la réalité*, aptes à nous fournir l'accès au concept de "réalité" lui-même : la première région est celle de la physique classique, la deuxième est celle de la physique quantique et des phénomènes biologiques et psychiques et la troisième est celle des expériences religieuses, philosophiques et artistiques ⁶. Cette classification a un fondement subtil : celui de la proximité de plus en plus grande entre le *Sujet* et l'Objet. Cette proximité est réalisée, dans le modèle transdisciplinaire, par *le Tiers*. Le tiers inclus ontologique et le tiers inclus logique son indissociables : ils sont les deux visages du Tiers. Sans ce Tiers tout est cendre, résultat inévitable d'un conflit sans autre solution que la destruction.

NOTES ET RÉFÉRENCES

- [1] NICOLESCU, Basarab, *La transdisciplinarité*, Manifeste, Éditions du Rocher, Monaco, Collection "Transdisciplinarité", 1996.
- [2] NICOLESCU, Basarab, *Nous, la particule et le monde*, Le Rocher, Monaco, Collection "Transdisciplinarité", 2002.
- [3] NICOLESCU, Basarab, *Gödelian Aspects of Nature and Knowledge*, in "Systems - New Paradigms for the Human Sciences", Walter de Gruyter, Berlin – New York, 1998, edited by Gabriel Altmann and Walter A. Koch; NICOLESCU, Basarab, *Hylemorphism, Quantum Physics and Levels of Reality*, in *Aristotle and Contemporary Science*, Vol. I, Peter Lang, New York, 2000, pp. 173-184, edited by Demetra Sfendoni-Mentzou, introduction by Hilary Putnam.
- [4] BRODY, T. A., *On Quantum Logic*, in *Foundation of Physics*, vol. 14, n°5, 1984, pp. 409-430.
- [5] LUPASCO, Stéphane, *Le principe d'antagonisme et la logique de l'énergie*, Le Rocher, Paris, 1987 (2^e édition), préface de NICOLESCU Basarab ; LUPASCO, Stéphane, *L'homme et l'oeuvre*, Le Rocher, Monaco, coll. "Transdisciplinarité", 1999, sous la direction de BADESCU Horia et de NICOLESCU Basarab.
- [6] HEISENBERG Werner, *Philosophie - Le manuscrit de 1942*, Seuil, Paris, 1998, traduction de l'allemand et introduction par Catherine Chevalley.

LA FONCTION DU TIERS INCLUS EN MEDIATION FAMILIALE

COLLOQUE LILLE 2004

Intervention d'Emile Ricard

(au cours du débat avec Basarab Nicolescu)

La définition de médiation dans le dictionnaire indique : « le médiateur a pour fonction d'être un tiers neutre entre les protagonistes ».

Nous disons donc qu'après « du deux » il faut du « troisième » pour faire tiers entre les deux autres dans une triangulation.

Ainsi le médiateur se retrouve comme élément clé qui fait pivot, intermédiaire, par qui la médiation se réalise. Souvent, nous entendons : le médiateur est « entre » les parties.

Avec la physique quantique nous abordons une autre logique qui mérite notre attention, même si elle est surprenante et subtile.

Le tiers serait du côté du processus, à l'intérieur d'un mouvement qui permet son émergence. Ce serait là le cœur de la médiation.

Avant une médiation familiale, nous constatons avec les acteurs qui se présentent, qu'ils sont pris en masse dans une dimension *binaire* où *tout est en contradiction absolue* : la situation, les enjeux, les personnes, les projets, les besoins de chacun.

Il n'y a pas de place pour une ternarité. Le tiers est exclu.

La question serait donc de *permettre ce passage du binaire au ternaire*. C'est là que la théorie quantique du tiers inclus a tout son intérêt pour nous.

Le médiateur va, dans cette théorie, se positionner *en se mettant au service du processus de médiation dans lequel les conditions vont permettre de faire émerger du tiers inclus*. Les acteurs du départ sont pris dans un seul niveau de Réalité et n'arrivent pas à en sortir. Le travail de médiation, par ce passage au tiers inclus, va permettre aux acteurs eux-mêmes de sortir de leur enfermement.

Nous le constatons, en observant que progressivement les acteurs se reconnaissent différents, avec des raisonnements et des besoins différents mais qu'ils arrivent malgré tout à entendre l'autre, à ne plus se sentir menacés par les différences, les contradictions qui auparavant étaient extrêmement menaçantes. La communication change, les visions aussi et les personnes sont devenues plus réceptives, plus constructives, plus créatives, même si c'est encore bien difficile de communiquer. Alors *le tiers exclu et le tiers inclus peuvent coexister*. Les personnes, sans pouvoir dire comment elles ont changé, comment la situation est devenue différente, commencent à pouvoir réfléchir, à parler avec l'autre dans un moindre conflit. Les niveaux de Réalité et de Perception sont différents. Les personnes commencent à pouvoir se reconnaître, à pouvoir reconnaître l'autre dans ses demandes. La dimension d'altérité est devenue possible. L'enfermement disparaît lentement. Le face à face binaire dans lequel la place des enfants avaient disparu laisse place à de l'intérêt et à de nouveaux moyens pour les prendre en compte. L'expérience de la continuité / discontinuité a pu avoir lieu. *Le processus de médiation a effectivement été opératoire par l'émergence du tiers inclus.*

Dans cette perspective, le médiateur n'est plus au centre comme un tiers. Il est au service du processus tiers qui lui-même sert les acteurs de médiation. Nous observons alors que l'éthique de liberté et de responsabilité a été le repère d'un vrai encadrement supporté par le médiateur, dans le sens d'un changement qui a eu lieu à l'instigation des acteurs, pour le plus grand soulagement des enfants dans leur retour à une place de sujet. Un projet familial pour les enfants devient possible.

Je vous remercie.

VARIATIONS SUR LE TIERS

Marie Rousseau,
médiatrice familiale

On connaît la chanson, c'est toujours bénéfique d'introduire un tiers entre deux personnes en conflit (cacophonique)... Par ailleurs, on répète à qui veut bien l'entendre que trois ce n'est guère favorable à une relation harmonieuse, il y en a toujours un qui est laissé de côté... Sur un air de valse à trois temps ou plus, tentons une approche des conditions d'accords possibles à la tierce... Je ne filerai pas la métaphore musicale jusqu'au bout, elle en deviendrait spacieuse voir fastidieuse. Je ne résiste cependant pas à la tentation de souligner ici que s'agissant du tiers, puis de la médiation, il faut conserver à l'esprit que c'est une question de tempo et qu'avec une belle partition...

1. PRELUDE

Un numéro de la revue APMF entièrement consacrée au tiers ! Quelle aubaine ! Justement la question m'a longtemps taraudée ! Elle se présentait sous différentes formes, se matérialisant parfois dans l'échec d'une rencontre de médiation, d'autres fois travestie en cas de conscience, elle titillait mon sens éthique (mon ossature avec tout ce que cela suppose de « souplesse »). Cette prévention que j'avais devant telle attitude, était-ce d'une irréprochable impartialité ? Ce haussement de sourcil à l'énoncé de telle conviction, voire décision, ne trahissait-il pas une neutralité vacillante ? Faudrait-il renoncer à toute conviction personnelle pour tendre à la plus pure médiation ?

Une médiation aux formes épurées, de la belle ouvrage, celle qui répondrait aux vœux les plus chers des mécanicistes et stakhanovistes de la médiation : une médiation transparente dans laquelle chacun serait tel qu'on voudrait qu'il soit ; un médiateur, en empathie avec chacun, qui s'attacherait sans arrière pensée, à faire ce qu'on attend de lui. Mais qu'attend-on de lui ? Une pacification des relations sociales ? De la gestion de conflits ? (comme si l'épargne en matière de conflits pouvait s'avérer fructueuse !). Un rétablissement de la communication entre deux acteurs en conflit ? De la prévention, comme je l'entends souvent dire, avec tous les sous-entendus idéologiques liés à cette notion ? Décidément, quel que soit le point de vue privilégié, personnel ou institutionnel (au sens large), la question de la posture du médiateur relève de la haute voltige, flirtant allègrement avec le déni ou l'idéalisme.

Mon ambition professionnelle se révèle beaucoup plus humble : j'aimerais pratiquer mon métier comme un bon ouvrier, mettre en œuvre (pas nécessairement en chef d'œuvre) un processus respectueux des sujets, leur permettant au bout du compte (parce qu'on finit toujours par compter) de continuer leur chemin dans les meilleures conditions possibles. Mon travail d'artisan serait de préparer et d'installer le cadre nécessaire et favorable à ce processus.

Pour aborder cette question de posture, travailler la notion de tiers qui figure systématiquement dans toutes les définitions de la médiation (qu'elle soit pénale, familiale...) semble une entrée privilégiée. Cela est-il suffisant pour rendre compte du travail que le médiateur a à faire sur sa posture ? Il faudra s'en assurer. Pour le dire autrement je formulerai ma question ainsi : la posture du médiateur se limite-t-elle à une posture de tiers ? La question nous fait injure ? Naturellement nous faisons tiers, mais nous faisons également autre chose : de la prose peut-être ? Il serait alors important que nous le sachions afin de lui conserver la poésie qui lui sied et ne pas laisser la rime agir sans raison.

Ces questions reviennent de façon redondante dans le processus de médiation pénale également. Là se pose volontiers la question de la victime, du mis en cause et de la posture du médiateur. Lorsqu'on constate des déséquilibres patents quid de la neutralité, quid de l'impartialité ? Ne pas intervenir, n'est-ce pas déjà prendre parti ?

« Le médiateur intervient dans trois ordres : il sépare, il lie, il travaille sur l'intercompréhension. Pour être plus précis, il sépare, limite, dit les différences ; il transmet et relie, dit ce qui est commun. » (C. Denis, 2001, p. 203)

2. QUELQUES GAMMES

Dans la littérature concernant la médiation, différents points de vue s'affrontent ou se complètent ! « *Pour exister, la médiation n'a besoin que du tiers et de son processus propre* » (Guillaume Hofnung, 1995, p. 80). Un peu plus loin, il est précisé qu'il ne suffit pas d'avoir « un troisième homme » pour être dans une posture de tiers, et que « *le tiers n'est pas à lui seul constitutif de médiation* » (Guillaume Hofnung, 1995, p. 81). Le tiers serait donc nécessaire, mais pas suffisant à la médiation.

Les spécificités de ce tiers peuvent être énoncées : sens de l'écoute, neutralité, impartialité... Ses fonctions demeurent plus floues, se confondant avec celles du médiateur. Dans «*Décrypter la médiation*», J. F. Six consacre un long dialogue à tenter une définition de la médiation : «*l'aberration a été de prendre en médiation le tiers pour un individu. Il est nécessaire, et ce n'est pas facile, de quitter cette vision pratico-pratique affective à courte vue !* » (p 21). Cela tendrait à souligner que la fonction ne coïncide pas avec la posture du médiateur, ce qui peut donner des pistes de réflexions intéressantes pour peu que l'on ait des éléments sur cette fameuse fonction du tiers. Cela permettrait, par exemple, de concevoir une forme de neutralité, une discrétion de « l'être du médiateur » voire un effacement au profit de ce qui doit advenir.

Mais au fait, qu'est-ce qui peut advenir de cette fameuse *triangulation* ? (J'ose un mot approchant mais lui aussi susceptible d'ajouter à la confusion sémantique dans laquelle nous sommes). J'en reviens aux propos de J. F. Six. Il dresse un portrait quelque peu outré du médiateur qui se considérerait, avec une certaine suffisance, comme le pacificateur, alors qu'il n'est pas le tiers qui rend possible la médiation.

La base de réflexion est intéressante, c'est un appel à vigilance sur sa posture de médiateur. Cela ne dit pour autant pas en quoi consiste cette fonction de tiers et cela laisse penser qu'il suffit qu'intervienne un tiers pour qu'un conflit soit apaisé. Ce n'est donc pas le médiateur qui est ou fait le tiers, la cause est entendue !

Pour J. F. Six, c'est la relation des deux « protagonistes » venant en médiation qui est le tiers. Nous nous retrouvons en terrain de connaissance ! Ne nous a-t-on pas enseigné que s'agissant de communication, en systémique « $1 + 1 = 3$ » ? Donc le tiers serait cet entre-deux, espace de relation, de transition, qui nécessite que soient identifiés chacun des deux sujets pour qu'il puisse « être ». Le travail de médiation consisterait à organiser le passage de l'opération : $1 \pm 1 = 3$ à l'opération : $2 \times 1 = 3$, le tiers étant devenu autre dans la multiplication. Ne pourrait-on oser l'hypothèse que dans l'espace de médiation, lorsque le couple arrive, c'est le conflit qui fait tiers ? ou qui ne fait justement plus tiers dans la grande confusion qu'il maintient dans la relation du couple ?

Ce qu'en médiation familiale on nomme : « passer de la conjugalité à la parentalité », passerait donc par cette phase du tiers qui identifie chacun dans la relation pour sortir de la confusion relationnelle, donc identitaire. Le symétrique de la multiplication est la division, il s'agirait ainsi de marquer la division de cette unité qu'était le couple, et on retrouve là, l'étymologie de la médiation. En suivant le postulat de J.F.Six, il ne s'agirait donc pas d'introduire un tiers dans la relation puisque par définition, il y serait déjà, mais d'agir sur le tiers.

Pour poursuivre ma réflexion, je reviendrai aux postulats de la pédagogie institutionnelle. Pour sortir de la confusion, il faut instiller une séparation, propos que l'on retrouve également en analyse transitionnelle où la nécessité d'un espace matérialisant la séparation et augurant la réunion est posée. Il s'agit là de lutter contre la suture, le bord à bord, constitutifs de déni, de confusion, d'immédiat.

En médiation familiale, le tiers annoncé est le médiateur : « *l'intervention d'un tiers impartial, d'une tierce personne...* ». Si le tiers effectif était effectivement le médiateur, n'y aurait-il pas lieu de douter de l'efficacité et de l'intérêt d'une posture neutre et impartiale de tiers ?

Dans la mesure où il apparaît en se référant à l'analyse transitionnelle et à la pédagogie institutionnelle, que les figures premières de tiers sont les images parentales, il est difficile de travailler « en déni de transfert » dans cette posture qui n'est pas celle d'un thérapeute : le médiateur reformule mais n'interprète pas (ou le moins possible, tant certaines reformulations peuvent confiner à l'interprétation) et il ne travaille pas explicitement sur le transfert. Par "explicitement" j'entends qu'il peut être amené en supervision à contrôler des effets transférentiels de la médiation sur lui, mais ce n'est nullement l'âme de son travail. Le médiateur est responsable du « contenant » pas du contenu.

Dans la présentation que M. T. Martinière, F. Nérissou, M. Robinet faisaient de la médiation pour la revue des conseillers conjugaux « dialogue », il est clairement énoncé « *l'espace / temps de la médiation, dont le médiateur se fait le garant, va fonctionner comme un espace transitionnel* ». L'espace / temps procède du cadre, serait-ce le tiers ? Le médiateur serait donc le « garant » de la mise en œuvre d'un cadre permettant la fonction de tiers et peut-être plus, de s'effectuer.

C'est encore dans cet article, pourtant ancien, que je prendrai la citation qui me semble dire au plus juste ce qu'est non seulement le rôle du médiateur, mais aussi la fonction de tiers et celle de la médiation : « *Le médiateur met chacun en position de sujet parlant* ». La fonction de séparation est remplie par le médiateur : il met chacun en position de sujet, c'est-à-dire qu'il permet l'individuation des membres du couple.

La fonction de tiers me semble bien procéder de cela. En revanche, la notion de « sujet parlant » dépasse, à mon sens, la portée d'une unique triangulation. Le « sujet parlant » utilise le langage des mots, des signes, pour exprimer, pour décrire le conflit et les émotions afférentes ; en bref, faire une narration de son histoire. Ce passage par l'histoire dépasse la seule fonction d'expression, il n'utilise pas n'importe quel langage, il utilise celui de son groupe d'appartenance, d'un "nous" dont il serait également un "je". Il s'agit de la capacité conséquente à la sortie de la confusion, à symboliser.

Cette dimension de la symbolisation sera plus précisément abordée dans la partie suivante à partir d'une réflexion sur la médiation sémiotique. Ce que je souhaitais mettre en évidence c'était que si, au bout du compte, il n'est toujours pas possible de dire qui **fait** le tiers ou qui **est** le tiers, il faut peut-être s'en accommoder. Ses fonctions sont en revanche, incontournables ! Le tiers sépare, délie dirait Imbert, promeut le "je" du sujet dans le "on" des relations brouillées (comme les identités) du conflit. Certains disent qu'il relie aussi, j'aurais tendance à penser qu'il s'agit là du travail de la médiation dont la fonction inséparable de celle du tiers achèverait ce passage du "on" au "je" en signifiant l'inscription du "je" dans un "nous". Il s'agirait en quelque sorte d'un travail d'affiliation.

Avant de revenir plus précisément sur les notions d'affiliation que suggère la médiation, il me semble important de parler de médiation sémiotique. Le passage par le signe est en effet incontournable dans toute médiation. Il s'agit de mettre l'accent sur le processus de symbolisation nécessaire au bon déroulement d'une médiation.

3. DE LA MEDIATION SEMIOTIQUE A L’AFFILIATION

Je vais donc présenter brièvement la médiation sémiotique. C'est en partie par elle que j'ai abordé cette réflexion sur la posture du médiateur.

C'est dans un cours sur le psychologue Vigotsky que j'ai entendu affirmer qu'il n'était de médiation que par les signes, que les autres revendications de médiations étaient impertinentes !

« C'est, je crois, la force et l'actualité de la conception de la médiation sémiotique que d'avoir intégré cette exigence, et de l'avoir fait à partir d'une approche du fonctionnement des signes qui pose le double problème des rapports entre les signes et les utilisateurs de signes d'une part, et du rapport des signes au monde, d'autre part. » (Delau, 1989).

Le signe vient marquer l'appartenance à une culture, à une historicité. Il donne un sens, mais un sens lui a été donné. Pour communiquer, il convient donc d'avoir accès à cette culture fondatrice. La médiation sémiotique serait le passage par le signe de cette culture caractéristique de l'humain. Je pose le mot culture en m'en référant à Winnicott : « *En utilisant le mot culture, je pense à la tradition dont on hérite. Je pense à quelque chose qui est le lot commun de l'humanité auquel des individus et des groupes peuvent contribuer et d'où chacun pourra tirer quelque chose* » (1975, p. 184).

En revanche, il me semble difficile de considérer le signe comme médiateur en soi. Entre le référent et lui, une médiation humaine a été nécessaire à l'origine et le demeure dans la transmission. Si, une « méta médiation » ne se fait pas, on observe ce que M. Vial nomme « *un fournisseur de signes transparents* », j'aurais envie d'ajouter, acculturé. « *Une fois introduit le soi-disant élément médiateur, l'enseignant se tient pour quitte vis-à-vis de la médiation.* » (Vial, 2001, p. 158). Cette attitude de retrait rend difficile la prise en compte de l'émotivité de l'élève, qualité hautement humaine et éminemment présente dans tout processus d'apprentissage.

Cette incursion dans le monde de l'éducation ne nous éloigne pas forcément beaucoup de notre sujet, et cette vision de la médiation nous apparaît comme transférable à la médiation vue comme une « pratique sociale ». Là, il semble également difficilement concevable, s'agissant de négociation où il est important de favoriser l'expression des émotions dans un contexte sécurisant, de faire l'économie, voire l'impasse des significations d'appartenance, du sens du conflit et de ses conséquences. Le médiateur, dans ce cas, est certes distancié mais en même temps très présent. Il pourrait être énoncé que toute médiation tend à inscrire l'individu dans sa culture, dans son humanité en tant qu'elle est fondée par des valeurs, par un rapport au monde, par une histoire, par de l'affectivité et par une langue. Elle est le tiers qui rend possible... de n'être plus des animaux ou des machines !!! Cette inscription dans la civilisation rendrait pertinente toute médiation qui serait étayée par un système de valeurs, inscrite dans la temporalité (ne cédant pas au diktat de l'immédiat), cherchant à créer du lien (social, humain, sémantique, symbolique).

Je distinguerai la notion de tiers de celle de médiation. On peut en effet « faire tiers » sans pour autant permettre un « passage ». Il me semble qu'une médiation doit être intentionnelle, que ce n'est pas un simple effet de place. Il deviendrait moins important de raisonner en terme de praxis ou de poïésis, chacune retrouvant sa légitimité dans sa mission l'une s'intéressant peut-être plus à l'appartenance effective de l'individu au groupe, l'autre s'intéressant à son inscription symbolique : « *Partis d'un geste d'échanges et de liens entre les prédécesseurs, les symboles signifient plus que le signe d'une trace laissée par ceux-ci. Performés par le langage et le désir, ils incarnent, contrairement aux apparences les logeant dans le carcan d'un passé figé, l'espérance. Ils préfigurent la médiation* » (Geadah, 2001, p. 27).

Dans « Comprendre et construire la médiation », B. Lamizet exprime cela plus précisément : « *La médiation, c'est ce qui fait que le sujet singulier prend conscience de son appartenance à l'espace collectif, et que cette notion d'appartenance présuppose l'indistinction entre les sujets. La médiation se constitue dans le rapport entre le singulier et le collectif* » (1994, p. 149). Pour conclure, je dirai qu'une posture de médiateur nécessite une conscience de ce qui se joue dans la médiation.

En conséquence, chacun doit agir selon une éthique, entendue au sens de questionnement régulier de ses valeurs, de ce qu'il s'agit de « faire passer », de ses missions ou mandats, de son propre être au monde.

Parler de médiation sémiotique, c'est donc souligner l'inscription du sujet dans une culture. L'affiliation, l'appartenance sont inhérents au sujet parlant (en tant qu'il parle). Les signes, les symboles lui sont transmis et lui transmettent une culture, lui signifient son appartenance à cette culture originelle. Pour autant un "Je" (sujet) peut être affilié à différents "nous". L'identité individuelle se situe dans plusieurs groupes d'appartenance, ainsi je peux me revendiquer du "nous" des travailleurs sociaux, mais aussi de celui des européens ou des militants de tel mouvement... Une identité se forge donc dans une multiplicité d'identités collectives. « *L'identité est toujours entièrement ou en partie institutionnelle en ce sens qu'au moins une partie de l'identité se structure par l'appartenance à un groupe, à une institution, à une idéologie, à un parti* » (J. Bleger, 1997, p. 259).

On peut considérer deux axes de travail à partir de cette notion de médiation sémiotique :

- le premier est celui de l'incontournable inscription du médiateur dans différents "nous" de l'espace collectif qu'il aura à élucider de ses affiliations institutionnelles. Si le médiateur a à se dégager de ces implications là, sa mission de médiation est déjà une implication institutionnelle : « *Il est déjà investi des représentations avant même qu'il intervienne* » (C. Denis, p. 165). C'est déjà une entorse à la neutralité ! et ce n'est pas regrettable. J'ajouterai que la fonction d'affiliation est également ce qui fait qu'il y a un médiateur à cet endroit là, à ce moment là. Un groupe social, une institution a estimé qu'il fallait favoriser une séparation négociée des couples. Il n'est donc pas neutre qu'il existe des médiateurs, cela procède d'une certaine idée de la famille, de la parentalité et de la façon dont elle doit perdurer.
- Le deuxième est la prise en compte de ces structures identitaires gigognes dans le suivi d'une médiation, connaître les forts enjeux sous-jacents, les difficiles remaniements. S'il s'agit de la neutralité vis-à-vis du couple qu'il reçoit : si on s'en réfère à l'étymologie, ni l'un ni l'autre, ne pourrait-on penser que s'agissant de médiation il conviendrait plutôt de dire : et l'un et l'autre ? (la fonction d'étayage du médiateur passerait par ce « et »).

4. LE TIERS SUR LE TERRAIN

Pour relier ces propos à la pratique de la médiation, je me propose de reprendre quelques situations qui ont initié ce questionnement sur la fonction de tiers.

Dans un premier temps, je ferai défiler comme on feuillette, quelques instantanés « d'attaques au tiers » ou tout du moins quelques sérieuses remises en question du tiers.

Dans une seconde partie, je présenterai une médiation où il n'a jamais été possible de sortir de la confusion, où la première fonction de séparation, d'individuation n'a pas été durablement possible.

Je décris la situation, pose quelques hypothèses « théoriques », mon propos est de rebondir sur cette situation caractéristique. Elle était d'ailleurs tellement caractéristique qu'il n'est pas exclu qu'une dimension pathologique ait rendu cette médiation impossible. La situation suivante, le tiers manipulé, expose la difficulté dans laquelle peut se trouver le médiateur lorsqu'il y a manipulation. Le questionnement sur l'impartialité, la neutralité qui a initié ce travail prend en partie sa source dans cette situation. Le dernier exemple que je présenterai sera pris dans mon expérience de médiation pénale. Il permet de mettre en évidence la nécessité du travail sur la demande (dans la plainte ou non), et la place de chacun dans le conflit.

a- Le tiers « empêché »

Je présente donc plusieurs médiations dans lesquelles la place du tiers a été remise en cause. J'ai faillit écrire « éprouvée » je pense aujourd'hui qu'elle a parfois été empêchée. Ces situations ont suscité à chaque fois des cas de conscience et, quand cela était possible, un travail d'analyse des pratiques des médiatrices. Elles ont, en tout état de cause, participé à ce questionnement sur la fonction de tiers qui s'est préalablement présenté sous la forme d'interrogations à propos de la difficile impartialité et de l'illusoire neutralité. En effet, face à ces « attaques du tiers », comment résister à ce sentiment de vanité ou d'impuissance qui vous envahit ?

- Lorsqu'à la sortie d'une rencontre où un couple semble s'être investi dans le processus, où chacun a exprimé, verbalisé ce qui était important pour lui, que comprendre de cet aparté dans lequel, vous prenant à témoin avec un clin d'œil complice, le conjoint adultère vous dit avoir menti délibérément pour faire peur à sa femme, que les informations données étaient fausses ?

- Que faire, lorsqu'après une séance où il a annoncé qu'il souhaitait interrompre la médiation, un homme revient et remet aux médiatrices la copie d'un courrier adressé au juge des enfants dans lequel il signale qu'il estime ses enfants en danger avec leur mère ? Rien de cet ordre n'ayant été évoqué durant les réunions précédentes, ni pendant cette dernière rencontre, au cours de laquelle avait été reconnu comme souhaitable le principe de la résidence alternée, effective depuis plusieurs mois !
- Que dire encore, de cet autre qui adresse au service de médiation, le compte rendu d'expertise psychologique de son épouse établi à la demande du juge ?
- Quid du tiers face à son épouse qui, une fois son mari sorti, demande à la médiatrice si elle la trouve « folle » ?

A chacune des situations évoquées ci-dessus, une réponse a été donnée. Il ne s'agit pas de solution ni de réaction (qui n'aurait pu traduire que de l'immédiat). Par réponse, j'entends qu'il s'agit d'accuser réception de ce « passage à l'acte », de recadrer, c'est-à-dire de resituer le débat au sein de l'espace de médiation avec les personnes en médiation. Cela signifie donc que les suites données l'ont été lors d'une réunion suivante, excepté celle concernant le courrier adressé au juge. Ce courrier laissant entendre que l'association de médiation cautionnait, en connaissance de cause ce signalement, la médiatrice a écrit une lettre au père et en a adressé copie à son épouse.

Ces recadrages sont difficiles. Comment respecter le principe de confidentialité ? Atteinte du tiers, le médiateur ne peut s'estimer exempt de remise en cause. Comment avoir une réponse déontologiquement et éthiquement acceptable ? Ces questions sur l'impartialité, la neutralité conduisent à retravailler la question de la fonction de tiers, puis celle de la médiation. Cela favorise une distanciation, un repositionnement, une autre compréhension des enjeux. Bien entendu, cela ne peut se passer que dans « l'après coup », parfois à l'occasion d'une supervision ou d'une analyse de pratiques.

Ces quelques exemples, tranches de médiation, ont pour caractéristique commune l'empiètement sur le cadre. Il n'est pas anodin que ces tentatives d'appropriation, de neutralisation du tiers, se produisent aux marges du cadre, tant spatial que temporel ! Elles nous rappellent, si besoin était, combien la fonction de tiers est intimement dépendante du cadre dans lequel elle peut s'exercer. C'est d'ailleurs ce qui me laisserait penser que la fonction de tiers ne s'exerce pas à l'insu du tiers, qu'il ne s'agit pas d'un effet mais d'une posture. Le cadre est instauré et garanti par le médiateur, de volonté délibérée. C'est là et seulement là, que peut être organisé l'échange dans lequel il interviendra intentionnellement, dans l'objectif de permettre l'expression par chacun du conflit, puis la reconnaissance de l'autre par chacun, puis enfin la recherche d'accords. Il doit se garder pour autant de survaloriser le cadre, au risque d'empêcher tout processus ! Le cadre étant caractérisé par ses constantes, sa stabilité, il est ce que Bleger nomme « un non-processus » (1997, p. 257). C'est également pour cette raison que la professionnalisation du médiateur est incontournable !

b- Confusions contagieuses

Hélène et Philippe sont séparés depuis peu, ils ont deux enfants. Hélène a quitté le domicile familial et s'est installée dans un appartement en ayant le sentiment de faire ce qui avait été décidé d'un commun accord avec Philippe. Celui-ci a engagé une procédure de divorce pour faute. Des accords transitoires organisent une résidence alternée des deux fillettes et laissent le domicile chez le père, car il peut ainsi continuer à bénéficier des prestations de la Caisse d'Allocations Familiales. Avant d'en arriver à la séparation, le couple a tenté une thérapie familiale qui n'a pas été poursuivie. Le couple vient en médiation à sa propre initiative. Lors des premiers entretiens de médiation, le conflit apparaît très aigu. Il semble à l'autre médiatrice que c'est un mode de fonctionnement ancré de longue date dans leur relation. Après une réunion particulièrement orageuse, chacun demande à rencontrer seul la médiatrice. C'est à la suite de ces « caucus » que je participe, sur la proposition de la médiatrice, à cette médiation. Hélène et Philippe sont d'accord avec ce nouveau départ.

Lors de la préparation de cette séance, nous avons noté que Philippe ne s'était pas positionné sur les sujets à traiter en médiation. Sur la feuille du paperboard de cette séance là, n'apparaissaient que les souhaits d'Hélène. Il est donc convenu que nous demanderons d'abord la position de Philippe. Celui-ci répond qu'il aimerait savoir ce que veut Hélène. Elle explique donc qu'elle souhaiterait parler de la résidence alternée, tout en précisant qu'actuellement cela fonctionne très bien. Elle voudrait régler ensuite, le problème de la maison : comment vont-ils s'organiser ? Elle en paye actuellement les crédits et elle est sur un terrain appartenant à Philippe.

Philippe s'exprime ensuite. Il ne dit pas : « je veux parler de la même chose qu'Hélène », il propose simplement les mêmes sujets : la résidence alternée : les modalités, les règles et la maison.

Nous commençons donc par la résidence alternée, que souhaite chacun ? Quelles difficultés ?... Chacun répond que tout va bien, que la situation actuelle est tout à fait satisfaisante, qu'il n'y a aucun problème. Mais lorsque nous soulignons leur accord sur le principe de l'alternance et pour reconnaître que celle-ci se passe bien, ils n'adhèrent pas à cette proposition de mutualisation. Ils ne peuvent préciser les points d'achoppement. Ils ne peuvent que témoigner de leur profonde réticence à reconnaître un point d'accord. Lorsque le point suivant a été abordé, il semblait évident à chacun que Philippe conservait la maison, qu'il en payerait les crédits. L'insistance des médiatrices à vouloir régler les détails financiers semblait incongrue, déplacée, il y avait plus important à traiter.

A chaque prise de parole de l'un, l'autre soupirait, regardait ailleurs, ponctuait les propos de son conjoint par des mouvements d'exaspérations, de révoltes, de fatalisme... J'ai brièvement présenté la fin de cette médiation dans la partie précédente, Philippe a interrompu la médiation et a adressé un signalement au juge pour enfants. La confusion a atteint son apogée, lorsque, après une audience dans le cabinet du Juge aux Affaires Familiales, Philippe a pris rendez-vous avec le service de médiation familiale pour une médiation « ordonnée » par le juge. Son épouse et lui étaient convaincus de ce fait. Or, renseignements pris aux greffes, le juge avait demandé une enquête sociale mais pas de médiation. Ce nouvel « appel au tiers » n'aboutira donc pas ! Lorsqu'il a été décidé de demander à Philippe d'exprimer ses attentes quant à la médiation, il s'agissait de lui permettre une parole séparée. Cette première proposition est refusée et l'expression de Philippe viendra se fondre dans celle d'Hélène.

Il n'a pas été possible dans ce processus, de délier, de sortir de l'imbroglio du conflit, ce couple fonctionnant de longue date sur le mode conflictuel. Dans cette situation, n'aurait-il pas été opportun d'accentuer le travail d'individuation et pour ce faire, pourquoi ne pas ménager une « aire de conflictualisation ».

« Il (l'intermédiaire) est ainsi une instance d'articulation de différence, un lieu de symbolisation. L'intermédiaire est enfin une instance de conflictualisation : d'opposition entre les antagonismes » (Kaës, 1997, p. 13). Passer du conflit à la conflictualisation, c'est sortir de l'immédiat, de l'affrontement direct, c'est-à-dire prendre plus de temps pour travailler le « quoi » de chacun, ne pas se satisfaire pour le coup d'une définition commune du problème, un peu trop consensuelle et rapide. Cette notion de conflictualisation me paraît centrale. Il ne s'agit bien sûr pas de se complaire dans une narration redondante du conflit, mais de l'aide à l'élaboration par chacun de ce qui l'alimente, le génère. Cette phase de « conflictualisation » s'élabore dans le « quoi » mais également dans le « pourquoi ». La fonction « séparatrice » du tiers est ici très nette, il s'agit bien de démêler, de singulariser. Par démêler, je ne parle pas de vrai et de faux mais de rendre à chacun ou plus précisément de permettre à chacun de se situer dans ce qui se passe.

c- Le tiers manipulé

« En effet, sans affirmation de soi articulée sur une distance minimale entre deux êtres au sein d'un ensemble reconnu et accepté, il n'y a que confusion à laquelle l'intervention d'un tiers ajoute de l'aliénation » (Geadah, 2001, p. 28).

Christian et Françoise viennent en médiation sur ordonnance du juge. Ils sont dans une procédure de divorce pour faute demandée par Christian contre Françoise. C'est le dernier rendez-vous, le délai imparti arrivant à terme. Des accords partiels ont été trouvés à plusieurs reprises. Je serais tentée de dire que Christian a obtenu gain de cause pour plusieurs de ses demandes. Françoise a accepté que les enfants soient scolarisés près du domicile de leur père, qu'ils restent le dimanche soir avec leur père... En revanche, Christian n'a cédé en rien. Il persiste à vouloir inscrire les enfants en école privée alors que Françoise y est opposée, à demander une alternance d'une semaine. Françoise trouve les enfants un peu jeunes pour des durées si longues.

Lors de cette réunion, il leur est demandé s'ils souhaitent poursuivre leur démarche en médiation volontaire. Christian est d'accord, Françoise refuse. Elle estime avoir fait des concessions, avoir mis du sien pour trouver des accords et elle regrette qu'ils n'y soient pas parvenus, elle espérait qu'ils arriveraient à agir en adultes. Christian répond qu'il est d'accord avec elle.

Tout au long de cette médiation, le tiers a été instrumentalisé alternativement par chacun. Christian envoie des pièces du dossier de divorce au service de médiation, Françoise multiplie les tentatives d'aparté avec la médiatrice à laquelle elle confie son désarroi. Elle l'informe même que Christian a enregistré la première séance de médiation, mais lui demande de ne pas en faire état. De séance en séance, elle apparaît de plus en plus pâle, amaigrie, donnant ainsi à Christian l'occasion d'insister sur sa fragilité psychologique, sous-entendus sur une anorexie mentale... Il apparaît cependant assez nettement qu'un déséquilibre est installé. Lors des accords partiels, la médiatrice a posé qu'il ne s'agissait pas là d'accords de médiation, mais de concessions faites par Françoise à Christian. Il n'a jamais été possible de rééquilibrer durablement les positions.

Il semblerait que la médiation, lorsqu'on se trouve devant certaines personnalités, ne soit pas à préconiser. La relation entre Christian et Françoise était très déséquilibrée, Françoise était dans une perspective de négociation, se montrait peu vindicative et sa vulnérabilité devenait de plus en plus flagrante ; Christian posait ses exigences, et les argumentait avec douceur et sans relâche.

Les médiatrices s'interrogeaient : la médiation ne risquait-elle pas d'aggraver les difficultés de Françoise ? Elle venait en confiance en médiation, ou tout du moins semblait jouer le jeu, baisser sa garde, et la logique de la négociation s'enfermait dans du gagnant perdant, dont elle était chaque fois perdante.

Cette situation n'est pas apparue immédiatement sous ce jour là, et c'était un réel cas de conscience de décider d'interrompre ou de poursuivre le processus sur des impressions, en se basant d'abord sur sa subjectivité. Pour invoquer une clause de conscience, il faut en conscience estimer la médiation impossible. Qu'est-ce qui peut nous autoriser à nous fier à notre intuition ? N'est-ce pas une absence totale d'impartialité ? Cette situation a fait l'objet de travail d'analyses de pratiques et de supervisions. Si une autre situation analogue se présente, combien de réunions avant que n'apparaisse comme une évidence la contre indication ?

d- La médiation « remet en place »

Avant d'exposer cette situation, je voudrais préciser qu'il y sera beaucoup question de dépôt de plainte, de retrait de plainte... Si un dépôt de plainte a une réalité juridique, le retrait de plainte demeure un acte symbolique. Même si des accords sont trouvés et que, dans ces cas là, il est rare que le procureur poursuive, les personnes tiennent souvent à formaliser leur souhait de retirer la plainte ou de la maintenir. C'est peut-être, dans bien des situations, ce qui continue à lier et à opposer les personnes en conflit ! La plainte est donc souvent un excellent allié du médiateur. Il faut cependant se garder de laisser le débat s'enliser dans une négociation dont les termes seraient uniquement le retrait ou non de la plainte.

Un dossier nous est adressé par le substitut du Procureur de la République. Il comporte quatre plaintes concernant des faits différents, mais de même origine, survenus dans la même famille à des dates différentes :

- plainte de Claudine contre son époux Gérard pour violences volontaires.
- plainte de leur fille Laurence contre son père Gérard, également pour violences volontaires.
- plainte du gendre Philippe, l'époux de Laurence, contre son beau-père Gérard pour menaces de mort réitérées.
- plainte de Joëlle, la maîtresse de Gérard, contre Claudine pour violences.

La première plainte concerne des faits qui se sont produits au sein de l'entreprise, entre Claudine et Gérard. L'altercation qui a dégénéré concernait la présence de Joëlle dans l'enceinte de l'entreprise, au volant de la voiture de société. Claudine demande à Gérard de la faire sortir, il refuse. Elle tente de le faire elle-même. Gérard intervient de façon violente, des traces de strangulation demeurent après la dispute. Claudine appelle les gendarmes sous la pression de sa fille. C'est la deuxième fois, en peu de temps, qu'il y a ce type de passage à l'acte. On est en pleine actualité de violences conjugales avec « l'affaire Trintignant » et elles se demandent jusqu'où cela peut aller.

Lorsqu'elle apprend qu'une plainte a été déposée contre Gérard, Joëlle dépose une plainte à son tour contre Claudine, pour protéger son amant.

Les faits concernant Laurence et son époux sont ultérieurs et moins « spectaculaires » : Laurence reçoit quand même une claque de son père dans une altercation au cours de laquelle Gérard rend sa fille et son gendre responsables de la situation conflictuelle de son couple. Il profère, par ailleurs, des menaces de mort contre son gendre.

Nous traitons ce dossier en co-médiation.

Chacun est tout d'abord reçu individuellement. A la suite de cette série d'entretiens, il apparaît que la famille réagit de façon virulente à l'adultère de Gérard et qu'une grande confusion règne.

Confusion de différents ordres :

- **Des enjeux financiers** : Les deux parents ainsi que leurs deux filles sont propriétaires d'une entreprise dans le tourisme. L'une des filles, Laurence y habite avec son mari, de même que Claudine. Gérard habite avec sa maîtresse depuis la révélation de sa liaison mais continue à venir dans les locaux de l'entreprise puisqu'il y travaille aussi. Il se fait fréquemment accompagner par sa compagne, ce qui attise le conflit. Cela les oblige à une fréquentation quotidienne qui ne va pas sans heurts. Depuis la séparation, l'entreprise est mise en vente. Mais en attendant, la saison s'annonce et il faut bien la préparer pour maintenir la valeur du bien. Dans ce cadre là, les rapports sont horizontaux : tous les membres de la famille sont actionnaires et ont donc l'intérêt commun de gérer au mieux ce bien.

- **Deuxième zone de confusion, les rôles et places de chacun** : Joëlle, la future maîtresse de Gérard, a été embauchée pour aider dans divers travaux pendant la saison touristique. Elle travaillait essentiellement avec Gérard, mais de réels liens s'étaient tissés avec le reste de la famille. Son couvert était mis, elle partait en vacances avec eux, elle était comme une fille ! Cette double « trahison » est donc vécue très cruellement par Claudine.

Sa fille Laurence se pose en soutien de sa mère, et son gendre en soutien de son épouse. Les relations parents-enfants sont inversées : la fille est « parentalisée » et se substituerait presque à sa mère dans la plainte. On ne peut manquer de se questionner dans cette situation sur les frontières générationnelles, territoriales, professionnelles et affectives.

A la suite de la série d'entretiens préalables, il apparaît nécessaire de bien distinguer chacune des plaintes. Nous décidons de les traiter séparément en commençant par le conflit conjugal. Selon l'évolution, nous envisagerons d'autres possibilités de rencontres :

- Claudine et Gérard sont d'accords pour se rencontrer. Ils se retrouvent ensemble au service à deux reprises. Aucune avancée significative n'est à noter. Si Claudine n'est guère attachée à la suite judiciaire qu'implique sa plainte, et elle la retirerait volontiers, Gérard ne cède en rien et refuse tout engagement. Il veut obtenir que Joëlle puisse travailler avec lui dans l'entreprise, ce qui est impensable pour Claudine. Celle-ci se sent très humiliée d'avoir à parler de sa vie devant des étrangers, et souhaiterait que cela ne soit pas étalé au grand jour au tribunal. Gérard se sent en position de force et va jusqu'au bout pour imposer sa compagne. A la fin de la seconde rencontre, Claudine dit qu'elle ne souhaite pas continuer à venir en médiation, qu'elle va réfléchir et nous informera des suites à donner à sa plainte. Concernant celle déposée contre elle par Joëlle, il est impensable pour elle de la rencontrer, elle se montre quelque peu fataliste tout en trouvant cette plainte paradoxale. Pour elle, Joëlle n'est pas une victime dans cette histoire.

- Nous recevons à nouveau Joëlle, lui demandons comment évolue la situation et quelle est sa position ? Dans la mesure où l'attitude de Claudine envers elle ne change pas, elle décide de maintenir sa plainte (différentes altercations ont eu lieu dans le village où elles habitent toutes les deux).

- Nous recevons Laurence avec laquelle nous avons travaillé, dans un premier temps, sur l'intérêt qu'elle aurait à traiter son conflit avec son père, en médiation. Nous lui avons proposé de travailler en deux temps : le temps du conflit conjugal et le temps du conflit avec son père. A cette époque, elle ne voulait absolument pas rencontrer son père et n'envisageait pas de médiation. Un mois et demi s'est écoulé depuis l'entretien préalable. Lors de ce rendez-vous, elle avoue trouver pesante cette plainte contre son père et ne voudrait pas être responsable d'une condamnation, même si, actuellement, « elle ne reconnaît plus son père... Il le demeure quand même et cela ne se fait pas... ». En revanche, elle ne voudrait pas, si elle retire sa plainte, que sa mère fasse de même, ou que son retrait de plainte minimise auprès du tribunal, la gravité des faits contre sa mère. Nous lui demandons de préciser son intention dans ce dépôt de plainte, ce qui a changé, en a-t-elle parlé avec Claudine ? Sa mère lui demande-t-elle cette aide là ? Au cours de cet entretien, Laurence est très désespérée. Elle nous indique que son conjoint, qui travaille dans le sud et ne rentre que les week-end, est exaspéré par cette ambiance de crise familiale. Elle avoue que cette situation met son couple en péril.

Lors du premier rendez-vous, en insistant auprès de Laurence sur l'importance de régler le conflit avec son père indépendamment du conflit conjugal, nous lui avons permis de se repositionner en fille, ce qui lui était difficile pour différentes raisons. La principale était l'espèce de fraternité dans laquelle elle était avec Claudine. On peut également y voir une problématique oedipienne, les mots utilisés, la violence de la rancune en témoignent. Nous l'avons réinscrite dans la temporalité. Il y avait aussi le rappel de la Loi symbolique dans cette décision de l'exclure du conflit conjugal et de différer le travail sur la relation avec son père. Lorsqu'il s'est agi de prendre sa décision sur la suite qu'elle souhaitait donner à sa plainte, elle n'était toujours pas d'accord pour rencontrer son père, mais envisageait d'arrêter la procédure en cours. Sa peur d'abandonner sa mère la retenait. Nous lui avons donc proposé qu'elles en parlent ensemble mais elle avait du mal à imaginer que cela puisse être possible. Nous lui proposons de le faire au service et de demander à sa mère une rencontre avec nous. Elle a décidé d'essayer de parler avec sa mère si cela s'avérait possible, sinon elle lui proposerait une médiation. Il fut convenu qu'elle nous recontacterait pour donner sa position. Trois semaines plus tard, elle nous informait qu'elle retirait sa plainte.

Au cours de son échange avec sa mère, celle-ci lui avait exposé que si Gérard était son mari, il ne le demeurerait pas après son divorce, alors qu'il resterait son père. Elle ajouta que, pour sa part, elle ne savait pas encore ce qu'elle ferait sur le plan des poursuites contre Gérard mais que ça ne concernait pas sa fille. Lors de ce coup de fil, Laurence nous a paru soulagée, elle reconnaissait qu'il était important qu'elle prenne ses distances. Elle confirma par écrit sa position dans une lettre qu'elle adressa au Procureur.

Son mari retira lui aussi sa plainte sans avoir rencontré Gérard, toujours dans une démarche de solidarité avec son épouse.

Claudine a téléphoné au service quelques jours après sa fille pour nous annoncer qu'elle était décidée à poursuivre Gérard pour les violences dont elle avait été victime. Cette décision est motivée par sa lassitude devant les incessants passages à l'acte et provocations.

Si on observe à nouveau cette affaire : personne ne parle en son nom, chacun justifie son dépôt de plainte par le souhait de protéger, de venir en aide, de soutenir quelqu'un d'autre. Ainsi Claudine obéit à sa fille, ou tout du moins cède à ses pressions. Laurence soutient Claudine ; Philippe est solidaire de Laurence ; Joëlle essaie de faire contre poids pour protéger Gérard. Au bout du compte, il reste deux plaintes : celle de Claudine contre son mari pour violences, et celle de Joëlle contre Claudine, également pour violences.

On ne peut pas parler dans cette affaire d'une médiation qui aurait « réussi », si l'on regarde la réussite à l'aune des accords conclus (ce qui aurait tendance à être le cas des parquets). Ici, ni conciliation ni réconciliation, les retraits de plaintes ne traduisent pas un rapprochement, pas plus que les maintiens une exacerbation des conflits.

Pour autant, l'intervention de tiers dans ce dossier n'a pas été vain.

Un processus a été mis en route qui a permis à chacun de se réapproprier sa plainte, de parler en son nom. C'est le travail de séparation, concrète et symbolique, première phase de la médiation qui a poussé chacun à se situer, à s'extraire de la confusion pour se centrer sur soi. On peut également parler de phase d'individuation. Il est important de noter que si Laurence retire sa plainte ce n'est pas dans une démarche de « pardon » ou de rapprochement, mais dans un désir de séparation d'avec sa mère. Il ne s'agit pas là de séparation conflictuelle mais d'acte de structuration identitaire. S'il n'est pas question pour elle de pardonner à son père il n'est pas du tout envisageable de fermer la porte à un éventuel rapprochement ultérieur en maintenant une plainte dans laquelle elle ne se reconnaît pas (plus ?). Faire ce constat de l'écart entre la plainte et le ressenti, entre l'objectif de départ et la réalité du conflit lui a permis de s'adresser différemment à sa mère et d'avoir un échange qu'elle n'imaginait pas possible au départ. Nous observons ici, une communication favorisée et améliorée par ce repositionnement qu'a permis la médiation.

Une autre conséquence de ces repositionnements est la réappropriation de sa plainte par Claudine. Il semble que l'insistance de sa fille à lui faire porter plainte, à souligner les abus de Gérard, poussait Claudine à une attitude plus modérée, l'incitant parfois à une certaine indulgence envers le père de sa fille. Ramener le conflit conjugal au premier plan lui permet de s'exprimer, de s'autoriser à regarder les faits de son point de vue propre et non plus à travers le regard de sa fille. Elle peut alors poser les limites de ce qu'elle accepte de supporter.

Lors du second entretien, Joëlle justifie son refus de médiation par l'attitude de Claudine envers elle. Il n'est plus question de plainte réactionnelle (« elle a porté plainte contre Gérard, alors je porte plainte contre elle »), comme lors de l'entretien précédent.

Seul Gérard ne nous a pas donnés à voir de modifications de position, de comportement.... Peut-être est-ce pour cela qu'aucun accord n'a été conclu.

e- Récapitulons !

Je pourrais résumer tout cela de façon ludique sous la forme d'une petite conjugaison.

« **On** veut se séparer » ou « **on** divorce » dit le couple qui se présente en médiation. Ce « **on** » de la confusion, de l'indéterminé énonce la crise, l'immédiat. Ce on est adressé à un vous : le médiateur.

« **Tu** » s'oppose à « **tu** » dans la première phase de la rencontre. « Tu n'es jamais là... Tu ne m'écoutes pas... ».

« **Il** » s'interpose, ou s'entremet. « **Il** », c'est le médiateur.

« Parlez en votre nom ». « **Il** » promeut le « **je** ».

La fonction de tiers est donc de **séparer**. Il n'est pas forcé que la fonction soit assimilée au médiateur, il aura cependant à s'assurer que la séparation est effective, que deux « **je** » se structurent, s'affirment dans ce cadre et qu'il n'y a pas un « **je** » qui prenne l'autre dans son jeu (à tous les sens du terme).

« Une des lois de la parole est que le véritable "je" ne surgit pas sans la possibilité qu'un autre le dise à son tour » (C. Denis, p. 152).

Puis « **il** », le médiateur, favorise les repérages des différents groupes d'affiliation de ces « **je** ». « Je suis instituteur, donc je peux prendre les enfants le mercredi, je suis disponible » ; « Je pourrai m'occuper de leur travail scolaire » ; « Je connais les responsables de tel club sportif », ... Chacun tente de se resituer dans ses appartenances, forcément remaniées par le changement de situation, et ainsi organiser la vie future des enfants. Le processus est en route.

Famille, profession, école des enfants, groupes sportifs ou culturels... Dans quels « **nous** » se structurent ces « **Je** » ? Quel nouveau « **nous** » va être cet ancien « **nous** » du couple ? Le « **On** » de la crise apparaît dans l'immédiat, le « **nous** » des affiliations s'élabore, a besoin de temps. C'est là que se jouent les réajustements identitaires consécutifs à la séparation. Chacun va avoir à faire le point sur ses appartenances. C'est ce « **nous** » qui est visé lorsqu'on parle de médiation comme créant ou restaurant du lien social, je le vois comme cette réinscription symbolique dans une appartenance culturelle (historique, sociale, linguistique...).

N'y aurait-il pas lieu de s'interroger sur le problème du contrôle social dont on pare parfois la médiation ?

f- Conclusion

L'hypothèse originelle de ce travail était, qu'en ayant un point de vue panoramique sur le concept de médiation, sans se limiter au seul champ de la médiation familiale, ce qu'on gagne en compréhension « sémantique » sert forcément la pratique.

La neutralité et l'impartialité focalisaient mon attention. Comme les exemples pratiques l'ont montré, j'avais rapidement été confrontée à ces cas de conscience, et j'avais la présomption de me penser distanciée, donc neutre et impartiale. La distance n'est pas nécessairement gage de neutralité et d'impartialité, cependant il faut bien reconnaître, et nous l'avons abordé, que la supervision, donc la distanciation (dans l'espace et dans le temps), est une étape incontournable dans ce processus de « neutralisation et d'impartialisation ».

Cette étude sur la fonction de tiers nous permet de bien conserver présente à l'esprit la question du sens de notre intervention en tant que médiateur. Le sens que nous donnons à notre pratique, mais également le sens qu'y mettent les couples qui viennent en médiation, et naturellement le sens de la prescription sociale ou culturelle. Nommer ces questions ce n'est pas dénigrer, dénoncer, c'est faire acte de médiation, permettre que se disent les choses, que l'échange ait lieu en conscience. C'est organiser notre cadre de travail, en situant les enjeux, en campant le décor. En effet, comment concevoir de travailler sur une réorganisation des liens familiaux en faisant l'impasse sur la proposition sociale qui préside notre intervention ?

Ce portrait brossé à grands traits, remet bien au goût du jour une des attentes formulées vis-à-vis de la médiation : celle de restaurer le lien social, ce qui va donc bien au-delà de la seule fonction de tiers. Un reproche fréquent vis-à-vis de ces mêmes médiations est celui d'être entachées de contrôle social. Nous voyons là que l'attention à porter à sa neutralité est d'autant plus importante que la posture est entachée de suspicion. N'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur cet entrelacement de la sphère privée et de la sphère publique en médiation ? Il est certain que si la sphère publique est exclue de la médiation, il n'y a plus lieu de parler de médiation !

En conclusion je noterai que la médiation est un processus complexe et inhérent à toute société vivante. Ce processus n'est pas « aseptisable », cette asepsie lui serait fatale ! Pour autant, la médiation est étroitement dépendante de son cadre. Il convient de lui conserver sa rigueur pour qu'il puisse demeurer fiable et contenant ! Le médiateur aura à travailler avec ces paradoxes qui témoignent si besoin était, que sortir de l'immédiat, c'est accepter le jeu des contraires, savoir que de ce jeu là sortiront des alternatives inconcevables pour l'homme pressé.

Bibliographie

- ARENDT, H., (1958), *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983
- BLEGER, J., (1979), « *Psychanalyse du cadre psychanalytique* », Crise, rupture et dépassement, sous la direction de KAES, R, Dunod, 1997
- CHAPPAZ, G., sous la direction de, *Comprendre et construire la médiation*, Université de Provence, C.N.D.P., 1995
- DENIS, C., *La médiatrice et le conflit dans la famille*, Erès, 2001
- DELAU, M., « Actualité de la médiation sémiotique de la vie mentale », *Enfances*, n° 1-2 T.42, 1989
- Dictionnaire historique de la langue française, sous la direction de Alain Rey, Robert, 1998
- GEADAH, R. R., « Les cousins, les voisins, et Raminagrobis : la médiation comme reflet du bien commun », La médiation familiale, fondements, éthique, pratiques, Actes du colloque national de médiation familiale, 4-5 octobre 2001, Bordeaux, C.N.A.S.M.F.
- GUILLAUME-HOFFNUNG, M., *La médiation*, Que sais-je, P.U.F. 1995
- IMBERT, F., *L'impossible métier de pédagogue*, E.S.F., 2000
- IMBERT, F., *Médiation, institution et lois dans la classe*, E.S.F., 1997
- KAES, R., *Crise, rupture et dépassement*, « *Introduction à l'analyse transitionnelle* » Dunod, 1997
- KAES, R., « *Médiation, analyse transitionnelle et formations intermédiaires* » Les processus psychiques de la médiation, sous la direction de Bernard CHOUVIER, Dunod, 2002
- LAMIZET, B. « L'ordinaire de la citoyenneté », sous la direction de CHAPPAZ, G, *Comprendre et construire la médiation*, Université de Provence, C.N.D.P., 1995
- MARTINIERE, M. T., NERISSON, F., ROBINET, M., « La médiation familiale, une voie transitionnelle » in *Dialogue*, N°, 198

N.B. Le texte sur lequel j'ai travaillé est une photocopie où ne figurent pas le numéro et la date, je n'ai pu me résoudre à renoncer à cette référence.

- SIX, J. F., *Le temps des médiateurs*, Seuil, 1990.
- SIX, J. F., « Décoder, décrypter la médiation », Les cahiers de la médiation, février 2002, Numéro 13.
- VIAL, M., *Se former pour évaluer*, De Boeck, 2001 WINNICOTT, D.W, (1971) *Jeu et réalité*, Folio, 2004.

LA NEUTRALITE DU MEDiateur FAMILIAL

A L'EPREUVE DE L'ESPRIT DE CO-PARENTALITE

Muriel Pourchez Behague,
Médiatrice familiale

La neutralité du médiateur familial s'affiche comme l'une des composantes essentielles de sa fonction et de sa spécificité. Circonscrite en effet à une technique d'entretien et de communication, la médiation n'aurait pour unique finalité que de favoriser l'émergence par les acteurs eux-mêmes, de solutions qui répondent à leurs aspirations profondes, à leur libre choix pleinement consenti, fruit de leur pouvoir entièrement restitué.

Au-delà de l'absence de pouvoir décisionnel, c'est ainsi la censure de toute influence sur le contenu des accords éventuels qui définit implicitement la place qu'occupe la médiation dans le vaste continent des modes alternatifs de résolution des conflits.

Cependant, si l'on perçoit bien que cet objectif de neutralité du médiateur dans le processus ne puisse constituer qu'un idéal, sa poursuite se heurte de manière plus criante à la mission que s'est assignée la médiation familiale dans la vérification des accords, prenant « particulièrement en compte » les besoins des enfants, et ce dans un « esprit de co-parentalité »

Le médiateur familial peut-il encore disposer des ressources nécessaires à tendre vers la neutralité lorsque, au-delà de sa propre subjectivité, il doit ou devrait œuvrer en direction d'un autre idéal : celui de la co-parentalité ?

1- PREMIERE PARTIE : LA NOTION DE CO-PARENTALITE

Bien que la co-parentalité ne réponde à aucune définition juridique, l'aboutissement de sa reconnaissance fut salué unanimement, au lendemain de la Loi du 4 mars 2002 « relative à l'autorité parentale ». La loi nouvelle ayant pourtant choisi de préserver le concept d'autorité parentale, cette affirmation mérite ainsi quelques éclairages.

Le premier réside à l'évidence dans l'évolution de la notion d'autorité parentale, qui depuis son émergence le 4 juin 1970, a inéluctablement progressé vers une conception « responsable » des droits parentaux. S'est ainsi peu à peu substituée aux seuls droits parentaux, l'affirmation de devoirs, ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Cette nouvelle approche de l'autorité parentale s'oriente donc désormais vers une véritable responsabilité parentale qui n'accorde plus aux parents que des « droits - fonctions », eux-mêmes conditionnés au respect des droits des enfants.

Mais parallèlement à cette évolution législative, le champ social a vu lui aussi émerger une notion nouvelle : celle de la parentalité. Destinée à rendre compte de la diversité des situations parentales engendrées par la transformation de la famille, la parentalité renverrait alors essentiellement aux interrogations suscitées par la fonction parentale et au diagnostic de « dé-responsabilisation » parentale, accusé globalement d'engendrer une explosion de l'insécurité. Ce « concept-symptôme » de la défaillance des parents en appellerait dès lors à une restauration de l'ordre familial pour le maintien de l'ordre social.

En portant l'accent sur la responsabilité parentale, la question de la parentalité rejoint ainsi l'évolution législative du concept d'autorité parentale dans une égale volonté politique de ré-institution de la famille, garante de la cohésion sociale.

Issue de ce double processus, la co-parentalité entend pour sa part affirmer qu'au-delà des aléas résultant de l'éclatement des familles, les liens parents-enfants doivent se maintenir. C'est ce que traduit le nouvel article 372-2 du Code Civil lorsqu'il énonce que « la séparation des parents est sans incidence sur les règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale. Chacun des père et mère doit maintenir des relations personnelles avec l'enfant et respecter les liens de celui-ci avec l'autre parent ».

La co-parentalité traduit par conséquent une nouvelle conception de la famille, non plus centrée sur le couple, mais sur l'enfant lui-même et sur les devoirs qu'il impose.

« Liberté des choix, égalité des droits et continuité des obligations sont à redéfinir et à mieux garantir en tenant compte du recentrage de la famille autour du droit de l'enfant à être élevé par ses deux parents, quel que soit le statut juridique ou le devenir de leur couple ». C'est ainsi que Ségolène Royal¹ résumait la politique familiale, à la veille de la réforme de 2002. On ne saurait mieux exprimer qu'elle, la nouvelle réalité juridique du couple parental et la consécration du modèle indissoluble de la famille.

Mais c'est dans la promotion de la résidence alternée, que s'illustre de manière criante cette volonté politique. En prévoyant en effet que *« la résidence alternée peut être fixée en alternance au domicile de chacun des parents ou au domicile de l'un d'entre eux »* et en permettant parallèlement au juge *« d'ordonner à titre provisoire une résidence en alternance dont il détermine la durée »*, le nouvel article 373-2-9 du Code Civil consacre désormais la question de l'accueil de l'enfant comme l'une des composantes essentielles des *« nouveaux principes de co-parentalité »*, dirigés vers le maintien concret des liens de l'enfant avec ses deux parents.

Mais plus qu'une conception égalitaire des droits parentaux, il convient de discerner ici une conception égalitariste des devoirs de chacun des parents, jusqu'alors mis à mal par le constat du phénomène du désintérêt des pères dans l'entretien et dans l'éducation de l'enfant à la suite des séparations conjugales.

C'est ainsi que dans son rapport, Irène Théry² préconisait de *« faire valoir que l'exercice conjoint de l'autorité parentale suppose un devoir de garde de l'autre parent et non pas un droit de visite et d'hébergement »* et que Ségolène Royal, alors Ministre Déléguée à la Famille, appelait à *« en finir avec les formules standard. réservant au père le fameux week-end sur deux, laissant à la mère la lourde charge de toute la semaine, notamment pour éduquer les adolescents »*.

Il est donc permis d'affirmer que la valorisation de la résidence alternée constitue la consécration symbolique d'un nouvel ordre parental, lui-même promu par la revitalisation des paternelles

¹ « Déclaration de Madame Ségolène Royal, Ministre Déléguée à la Famille, sur *« la réforme de l'autorité parentale et la responsabilité partagée du père et de la mère »*, Paris, le 14 juin 2001, La documentation Française

² THERY Irène, *« Couple, filiation et parenté aujourd'hui. Le droit face aux mutations de la famille et de la vie privée »*, Rapport à la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Odile Jacob, juin 1998.

Mais si la Loi semble ainsi avoir fait œuvre de restauration d'un droit de principe fondateur d'une Loi commune à la symbolique forte, son pouvoir effectif dans la réalité concrète de l'exercice en commun l'autorité parentale en appelle cependant à une nécessaire coopération des parents eux-mêmes. C'est cette promotion de la coopération parentale qui constitue aujourd'hui l'enjeu du recours à la médiation familiale.

2- LA CO-RESPONSABILITE PARENTALE A LA RESPONSABILITE DU MEDiateur FAMILIAL

Si l'entrée officielle de la médiation familiale dans notre Droit le 4 mars 2002, ne peut qu'être louée par ceux qui la défendent ou la pratiquent, il convient néanmoins de s'interroger sur le contexte précis de son intégration judiciaire au chapitre des mesures permettant au juge de « garantir la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun de ses parents ». La médiation familiale est-elle ainsi vouée à devenir un outil du nouvel ordre familial promu par la réforme : celui de la co-responsabilité parentale ?

Historiquement, la médiation familiale relève, nous le savons, d'une philosophie de l'autonomie de l'individu qui repose sur une conception égalitaire des membres de la famille, et qui s'est traduite dans la réalité, par la promotion de l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Cette conception de la famille, qu'Irène Théry³ qualifie pour sa part « d'idéologie de la co-parentalité » constitue dès lors l'objectif commun des médiateurs, dans leur poursuite d'une négociation *constructive*. Pour les médiateurs, poursuit-elle, « il n'est pas incompatible de diriger la négociation en vue d'un certain but et de considérer que tout est dirigé par les parties elles-mêmes. En effet, ils pensent que leurs buts sont les mêmes que ceux des divorçants. Seulement ceux-ci ne le voient pas immédiatement, alors que le tiers *désintéressé* est plus clairvoyant ».

Les discours des médiateurs familiaux confirment ce travail de *responsabilisation parentale* dont ils semblent s'être emparés, certains évoquant une *incitation*, tandis que d'autres relèvent « un devoir d'informations, d'explications, pour apprendre aux parents le métier de parents »⁴.

³ THERY Irène « *Le démariage, justice et vie privée* », Odile Jacob, 1993, 1996

⁴ LAROQUE Muriel, intervention publique au cours de la matinée d'études de l'A.P.M.F. du 6 décembre 1996

Force est de constater que cet « esprit de co-parentalité » qui anime les médiateurs familiaux s'avère donc de fait très éloigné du principe de neutralité qui rejetterait toute idée de pouvoir, de jugement, d'influence, et qui s'attacherait uniquement à favoriser une communication minimale entre les individus.

Sommes-nous, dans ces conditions, autorisés à avancer la notion de pouvoir pédagogique de la médiation familiale et si oui, de quelle manière ?

Dans son rapport consacré à l'étude de la parentalité⁵, Claude Martin observait le double processus, à la fois externe et interne de la responsabilité parentale qui, nous disait-il, nous invite « à ne pas limiter la définition de la responsabilité à ce qu'en dit le Droit, mais aussi à ne pas oublier que le parent qui se considère responsable participe de cette définition en se positionnant face à ces prescriptions externes, les jugeant plus ou moins légitimes, les internalisant plus ou moins à l'ensemble des rôles qu'il assume ». L'auteur du rapport s'appuyait alors sur l'approche éducative de la responsabilité parentale abordée par Bruno Bettelheim, lorsque ce dernier préconisait : « il faut autre chose que des conseils : il faut aider les parents à comprendre tout seuls ce qui se passe dans la tête de l'enfant. Il faut les inciter à développer leurs propres idées sur l'éducation et à adopter les attitudes convenant non seulement à leurs buts, mais aussi à l'individu qu'ils sont et à leur enfant ».

Or, cette approche éducative rappelle ici étrangement, et nous aide à mieux cerner la mission paradoxale que s'est confiée la médiation familiale dans sa technique d'assistance aux parents à *comprendre tout seuls* et sa fonction d'incitation parallèle à adopter les attitudes préservant les intérêts de la famille.

Il ne semble donc plus guère possible d'entrevoir dans l'œuvre pédagogique de la médiation familiale ce que certains entrevoient seulement comme les effets éducatifs de la médiation familiale, mais au contraire, comme une composante intrinsèque de ce processus de « consensualisation » qui, à défaut de constituer sa raison d'être, serait devenue sa raison d'exister...

En présentant la médiation comme un « *outil pertinent pour donner un contenu concret au principe de co-parentalité* » qui a « *une place à tenir dans le cadre de la politique du soutien à la co-parentalité* » et en affirmant de même que l'objectif du gouvernement était de « *favoriser la résidence alternée et de donner une base légale à la médiation familiale pour la développer* », Ségolène Royal⁶ n'exprimait rien d'autre que cette mission éducative dévolue à la médiation familiale, dans la mise en œuvre des principes de responsabilité parentale affirmés par la nouvelle Loi.

⁵ MARTIN Claude, « *La parentalité en questions. Perspectives sociologiques* » Rapport pour le Haut Conseil de la Population et de la Famille, Avril 2003

⁶ ROYAL Ségolène, « *Perspectives d'action du Ministre Délégué à la Famille, à l'Enfance et aux Personnes Handicapées* », le 26 avril 2001

Et quand bien même la Ministre se défendait alors d'introduire par ce biais « *une forme de paternalisme d'Etat que rien ne justifie* », au profit d'une « *simple restauration de relations acceptables destinée à préserver les enfants des effets dévastateurs* », on décèle aisément que les hésitations du discours traduisent l'ambiguïté de la pensée.

C'est cette même ambiguïté que la médiation familiale va devoir aujourd'hui affronter en son sein.

L'enjeu est majeur car il semble déjà que certains juges, prescripteurs par nature de la médiation familiale, aient adopté pour leur part une lecture dénuée d'état d'âme de la recherche du consensus promu par la réforme. Pour s'en convaincre, il convient de se reporter au commentaire très édifiant de ce Juge aux Affaires Familiales⁷ qui déclarait se sentir maintenant « *encouragée à essayer de convaincre les parents à fixer leur résidence à proximité l'un de l'autre, pour le respect des droits de l'autre parent et le droit des enfants à leurs deux parents, nonobstant la séparation, alors que jusqu'ici, il pouvait y avoir une hésitation en considération de la liberté individuelle des parents à une libre circulation, droit fondamental de la personne. Le nouvel article 373-2 du Code Civil vient donner la primauté aux droits des enfants à leurs deux parents* ».

Ce même juge notait par ailleurs les effets bénéfiques de la résidence alternée probatoire imposée par le juge, en constatant qu'à son issue et avec parfois l'accompagnement d'une mesure de médiation ou d'enquête sociale, celle-ci était le plus souvent demandée.

Pas moins que la remise en cause des libertés individuelles « fondamentales » au nom de la co-parentalité, conceptualisation convaincue d'une consensualité imposée par le juge avec l'aide de la médiation familiale, ce discours est effrayant au regard du combat que la médiation va devoir mener pour garder ou pour reconquérir son âme d'autrefois. Mais ce combat est aussi celui qui attend l'œuvre de justice tout entière, à laquelle participe désormais pleinement la médiation familiale et dont l'objectif dépasse aujourd'hui largement sa fonction traditionnelle de résolution des litiges, pour devenir le promoteur de ce que Jacques Faget⁸ résume sous l'appellation d' « accès à la citoyenneté ».

Dans cette mission de citoyenneté parentale définie par le législateur, médiation familiale et justice vont ainsi devoir se frayer un chemin étroit, afin que l'esprit de co-parentalité n'anéantisse pas le droit à la liberté individuelle qu'elles avaient pourtant défendu en parallèle, au travers de leurs champs respectifs.

Un droit de principe est né, baptisé en tant que tel par les déclarations officielles de la Ministre Déléguée à la Famille et destiné ainsi à établir des principes clairs par lesquels la supériorité de la Loi est censée préserver notre liberté. Mais lorsque ces principes de responsabilité parentale mettent en danger la liberté individuelle défendue par la garantie du Droit, ils attendent aussi irrémédiablement à l'autonomie de l'individu qui gouvernait l'éthique de la médiation familiale et à son corollaire fondateur : la neutralité du médiateur familial.

⁷ HEBRARD Stéphanie, « *Loi du 4 mars 2002 : Regard d'un juge aux affaires familiales* », Actualité Juridique de la Famille, Dalloz, septembre 2003

⁸ FAGET Jacques, « *Accès au droit et médiation* », Institut GERICO, 2000

LIBERER L'ENFANT...

D'UNE POSSIBLE POSITION DE TIERS

Bernard Cortot,
Médiateur familial

La relation duelle existe-t-elle ? J'entends par là une relation qui ne serait pas limitée aux deux seuls éléments vivants (je devrais dire humains puisque ces derniers sont inscrits dans un registre symbolique) qui la composent ! Dit autrement, dans toute relation entre deux êtres, « humains », n'existe-t-il pas, à un autre niveau logique que celui qui fait référence à l'homme et à la femme qui nous intéressent ici, un autre élément qui permettrait justement la « survie » de ceux qui composent la dyade ? Ce quelque chose qui justement... ferait lien... ?

Dans les premiers temps de l'union, l'homme et la femme s'essaient à la fusion, que je nommerai « mortifère ». Ce désir est parfois dans le projet même du couple :

Ne faire plus qu'un

Une altérité à l'envers en quelque sorte :
Je n'existe plus et tu n'existes plus

Je suis toi et tu es moi, ton désir est mon désir, mes projets sont aussi les tiens, puisque nous sommes « unis ». L'union est à comprendre ici dans le sens d'une combinaison qui ferait disparaître ses deux composantes pour faire apparaître une nouvelle entité, « *unique* », différente de celle des éléments fondateurs. Désormais je ne me présenterai plus uniquement par mon patronyme et mon prénom, j'ajouterai une autre qualité qui est censée me définir bien mieux que les précédentes ; lorsqu'on me demandera qui je suis, je pourrai maintenant répondre :

Je suis marié

Pouvons nous échapper à l'union ? Sacralisée de toutes parts et pas seulement par les tenants du religieux... nous nous devons à une « vie normale », c'est-à-dire à une « vie accompagnée » ...

Comment, à ton âge, tu n'es pas encore marié(e) ?

Car tout commence par le mariage, et ce jour là, le paradoxe prendra forme dans le réel : on vous remettra un livret de... famille... Cette réalité, voulue par l'institution, rattrapera vos sentiments amoureux pour vous rappeler à vos devoirs :

Faire des enfants

- « *La famille cellule de base de la société* » (lettre ouverte aux français, F. MITTERAND pour sa candidature à un second septennat).
- « *La famille est l'une des valeurs essentielles sur lesquelles est fondée la société* » (loi du 25 juillet 1994 relative à la famille) comme l'a rappelé il y a peu le conseil constitutionnel en censurant en partie, le projet de Loi FILLON sur l'école.

Notre société, dite moderne, n'est donc pas fondée sur la survie de l'être humain, mais sur celle de la famille..., la nuance n'est pas sans importance ! On peut désormais répondre à la question de la dénomination de la médiation qui nous intéresse ici :

S'intituler médiation familiale alors qu'il s'agit avant tout de dénouer les fils de la conjugalité n'est pas sans importance ... à minima stratégique ... !

Il ne s'agit pas ici, de contester les fondements organisationnels de notre société, mais simplement de les rappeler pour signifier ce qu'il importe de faire ou plus exactement, ce que l'organisation étatique attend avant tout de la médiation familiale :

Le maintien d'un cadre familial

Cette fusion « *mortifère* » décrite plus haut, heureusement, n'a qu'un temps : celui de la lune de miel. Si le mariage est aussi un marqueur d'individuation (en ce sens qu'il nous fait prendre nos distances d'avec nos familles d'origine), il ne doit pas faire disparaître, justement, les deux éléments qui le composent. Le temps de la fusion va laisser place à celui du couple.

***Il n'y a plus désormais un, ni un et un, ni deux... mais trois :
Un homme, une femme et leur couple***

Ce troisième « *élément* » n'est pas du même niveau logique que les deux autres mais il est nécessaire pour que ces derniers, justement, ne disparaissent pas en tant qu'entité singulière. Je fais ici référence à CAILLE (un et un font trois) et à Edith GOLDBETER (le tiers pesant, le deuil impossible).

Et c'est sur « *ce couple* » que va pouvoir se construire la famille, et non sur l'homme ou la femme, l'homme et la femme, car la notion même de couple implique celle de... projet commun. L'arrivée de l'enfant va par ailleurs permettre à ce projet de prendre sens, à travers la mise en place de la parentalité qu'on appellera pas co-parentalité puisqu'il s'agit implicitement de celle « d'un » : le couple.

L'apparition de ce que j'appelle « *le niveau couple* » (pas forcément « obligé » dans les unions construites exclusivement sur une notion purement économique), est nécessaire à la poursuite de notre propre roman d'homme ou de femme (échapper à la fusion qui nous ferait disparaître. On peut dès lors formuler l'hypothèse qu'il est fondamental (le niveau couple) à notre processus d'individuation. Nous ne sommes pas unis, puisque nous formons un couple. Dans le temps second du mariage, nous pourrions dire : le couple qui nous unit (c'est à ce sujet particulièrement explicite dans d'autres cultures que la culture occidentale...)

1- LE COUPLE VIENT FAIRE TIERS ENTRE L'HOMME ET LA FEMME

- Tiers étant ici à entendre dans le sens que lui attribue le latin : *tertius* : « qui vient au troisième rang, qui s'ajoute aux deux autres », nous enseigne le Larousse encyclopédique universel.

Les aléas de la vie *de ce couple* vont parfois mettre à mal sa survie... Les traumas rencontrés vont, à l'occasion, se transformer en un traumatisme majeur conduisant inexorablement à la rupture. L'homme et la femme à travers le divorce poursuivant « *autrement* » leur processus d'individuation.

Au risque de m'attirer les foudres de la version romantique idyllique, je dirai que l'on ne se marie pas pour faire plaisir (le bonheur) à l'autre... mais avant tout pour soi !...

La société, notre morale, nos croyances vont par ailleurs poser un problème nouveau : le lien de filiation construit pendant l'union va, doit (la famille fondement de notre société...) perdurer, mais comment puisque ce qui faisait hier lien (d'affiliation) entre « le nous » c'est à dire le couple... a disparu ?

Si l'on accepte l'hypothèse première, de la nécessité d'un tiers pour poursuivre notre propre roman de vie tout en conservant un lien, il ne reste plus que notre construction commune de réalité pour « *faire ce lien* » : **l'enfant**

À la fois sujet à éduquer et objet tiers de nos différents dans l'exercice d'une co-parentalité à inventer, la parentalité, projet du couple, s'efface de fait avec la disparition de ce dernier.

- **Tiers étant ici à entendre dans l'autre sens que lui attribue le Larousse : une partie d'un tout divisé en trois parties égales... » ou... « personne étrangère à ce groupe ».**

Mais l'enfant n'est ni l'égal de ses parents ... ni étrangers à ces derniers, et pourtant il va au détour de la forme que prendra le différent entre ses figures parentales , être l'un (tu as le droit de choisir... : l'égal), ou l'autre (tu diras à ta mère... : étranger).

L'enfant ne peut être ce tiers nécessaire à ses propres parents pour que ces derniers poursuivent leur processus d'individuation tout en continuant de lui transmettre le nécessaire à sa propre construction ! Ce tiers doit être à un autre niveau logique : étranger mais choisi, autre mais s'ajoutant aux deux précédents. C'est dans cette fonction que la médiation **dite familiale** peut prendre sens.

Le médiateur va être ce tiers nécessaire à la *déconstruction* du couple pour que se construise un modèle singulier de co-parentalité. Encore faut-il qu'il les aide à clarifier leur différent (qui s'origine du conjugal), qu'il accepte que le sens profond de sa mission le situe dans le « *Démariage* » (*Irène THERY*) et non dans un possible soutien éducatif qui serait nécessaire au maintien d'un cadre familial. Ce n'est que lorsque l'homme et la femme réapparaîtront dans l'après rupture, que le processus d'individuation reprendra sa marche en avant et que la co-parentalité pourra se construire (effet attendu de la reprise du processus d'individuation et non objet central de la médiation).

Le soutien à la parentalité à travers la médiation familiale passe ainsi avant tout par le souci que doit avoir le praticien de ne pas être celui qui va parler de l'enfant. Il me faut à cet instant de ma démonstration interroger justement certaines pratiques :

Avez-vous pensé à votre enfant ?...

Lorsque le médiateur se prend pour ce qu'il n'est pas, s'autosaisit d'une demande qui n'apparaîtrait pas en cours de processus, il court paradoxalement le risque d'instrumentaliser l'enfant dans la rupture et non de le libérer... comme l'ont fait avant lui les candidats au divorce (il est à moi...). Mais si ces derniers ont l'excuse de la passion, le praticien n'en a aucune.

***Le médiateur ne peut être le défenseur de l'enfant !, s'il doit en avoir...
il a ses parents***

C'est en acceptant cette place de tiers (celui qui s'ajoute aux deux autres), entre un homme et une femme (et non entre un père et une mère) que le médiateur va ainsi libérer l'enfant d'une place qui ne doit pas être la sienne. Ce n'est que dans un second temps du processus que le dispositif mis en place fera à son tour « tiers », comme hier faisait tiers « leur couple ». Homme et femme de nouveau, ils pourront alors être père et mère et utiliser cette nouvelle relation tissée pour construire leur propre idéal de co-parentalité.

Une relation qui, et c'est ici que se situe le pari de la médiation, devra perdurer à l'échéance de cette dernière. Le processus, initié au détour de la rencontre avec le médiateur, continuant de cheminer dans un autre cadre !...

LA MEDIATION FAMILIALE AU-DELA DU MYTHE DE L'INDIVIDU*

***Alain Ducousso-Lacaze,
Maître de conférences HDR en psychologie,
Université Victor Segalen, Bordeaux 2***

** Une version légèrement plus importante de ce texte sera publiée dans la revue « Dialogue »
n°169,*

JOURNEE D'ETUDE DE L'APMF BORDEAUX - JANVIER 2005

Je me propose de présenter ici une réflexion critique, à partir de conceptions de la médiation développées dans les écrits de certains médiateurs familiaux. Je précise que, bien que non spécialiste de la médiation familiale, j'ai accepté la responsabilité des enseignements de psychologie de la famille dans le diplôme d'état de médiation familiale qui vient de se mettre en place à Bordeaux. Mon propos s'enracine donc à la fois dans un travail de recherche sur la famille référée et dans un questionnement concernant la formation des médiateurs familiaux. A partir de ce positionnement trois caractéristiques des écrits des médiateurs familiaux ont attiré mon attention⁹.

⁹ On pourra rétorquer qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, une conception unique de la médiation familiale, ce qui est vrai. Néanmoins j'ai pu repérer, dans les écrits comme dans mes rencontres avec

❖ Les enjeux de légitimation

La relative nouveauté de la pratique de médiation familiale soulève, on le sent bien, des questions de légitimation et plus généralement de définition d'une identité professionnelle. Comment inscrire dans le champ social la spécificité d'une nouvelle pratique ?

On sait qu'une telle question implique de produire un discours de différenciation par rapport aux pratiques déjà existantes. Il s'agit de faire valoir que la pratique dont on est le promoteur apporte quelque chose de nouveau. La médiation familiale n'échappe pas à cette exigence, ce que l'on ne saurait lui reprocher. En l'occurrence, la définition d'une identité professionnelle se fait essentiellement dans la comparaison / différenciation avec celles du juge, de l'avocat et du psychothérapeute au sens large. Rien de surprenant à cela : il convient, pour être reconnu, de se différencier de ceux avec qui l'on pourrait être confondu.

Toutefois un certain nombre d'écrits sur la médiation familiale se caractérisent par le fait qu'il est difficile de distinguer le discours de la légitimation de celui de la théorisation ou de la simple description du processus de médiation. Prenons un exemple : comment situer l'idée selon laquelle la médiation familiale restituerait le conflit aux personnes concernées ? On y perçoit bien la volonté de démarquer la pratique de la médiation familiale de celle de la justice, par ailleurs soupçonnée de déposséder les personnes de leur propre expérience. Mais on comprend que cette idée relève aussi d'une prétention à décrire un aspect supposé essentiel du processus de médiation.

❖ L'insistance de certaines métaphores

Ce sentiment d'une certaine superposition des niveaux de discours est accentué par l'usage assez fréquent de métaphores censées décrire le processus de médiation. La plus courante est celle de la guerre et de la paix qui soutient une présentation de la médiation familiale sous les auspices d'un processus pacificateur permettant de sortir de l'état de guerre au sein de la famille. Logiquement vient s'ajouter à cette première métaphore celle de la négociation qui apparaît alors comme susceptible de rendre compte du processus de médiation par lequel s'effectue le passage de la guerre à la paix. Une variante moins martiale de cette métaphore est celle de la communication. Le conflit conjugal est alors interprété comme une rupture de la communication et la médiation comme le processus par lequel se réalise une restauration de la communication.

Certaines associations de médiateurs familiaux, un discours qui, bien que non unifié, présente des traits communs.

❖ L'absence de réflexion sur les liens au sein de la famille

Il s'agit là du trait le plus surprenant des écrits sur la médiation familiale. Qu'est-ce que le lien conjugal ? Qu'est-ce que le lien de filiation ? Qu'est-ce que la parentalité ? Ces questions ne sont pas posées. C'est d'autant plus surprenant que, par ailleurs, cette pratique insiste sur son enracinement dans le savoir construit par les sciences humaines. Certains écrits vont même jusqu'à estimer que, grâce à ces dernières, la médiation introduit ce supplément d'humanité qui manquerait si souvent à la pratique judiciaire. Mais alors, pourquoi s'en tenir aussi souvent à une réflexion sur la communication ? Et pourquoi se priver des apports de tout un champ d'étude de la famille, qu'il soit sociologique, anthropologique ou psychanalytique ?

A ces questions je proposerai de répondre par les hypothèses suivantes :

- la superposition relativement fréquente des discours à visée de légitimation et à visée descriptive témoigne d'une difficulté de la médiation familiale à se penser sans se référer à une mythologie propre à l'époque actuelle.
- cette mythologie est celle de l'individu souverain, autonome et responsable. Elle joue un rôle déterminant dans l'occultation de la réflexion sur les liens.

Ma démarche procédera en deux temps. Dans un premier temps, je tenterai de dégager la pertinence de ces hypothèses tout en m'efforçant de montrer en quoi la référence non discutée à la mythologie contemporaine de l'individu soulève des problèmes de fond. Dans un deuxième temps, j'essaierai de proposer des voies de réflexion susceptibles d'aider la médiation familiale à s'en dégager. J'esquisserai ainsi quelques pistes de réflexion à partir d'une théorie du lien.

1- DE L'EMANCIPATION A L'INDIVIDU SOUVERAIN

L'émergence de la pratique de la médiation familiale est en relation étroite avec l'évolution de l'institution familiale depuis un peu plus de trente ans ; laquelle entretient un rapport étroit avec ce que Lyotard (1978) a appelé les grands récits de la modernité. Qu'entendait-il par là ? Les grands récits constituent un ensemble relativement unifié de productions narratives qui nous donnaient le sentiment de participer à un processus historique pourvu d'un sens que nous nous croyions en mesure de déchiffrer. Ils s'organisaient autour des idées centrales de progrès, de liberté, d'émancipation et relevaient d'une double visée, prescriptive et descriptive. L'émancipation était tout à la fois un projet éthique et politique (prescription) et le processus supposé à l'œuvre dans l'histoire de nos sociétés (description).

Ces grands récits ont eu une « efficacité sociale » incontestable. Ils ont soutenu, entre autres, le sentiment que nous avions à nous émanciper de l'institution familiale telle qu'elle s'imposait alors. S'émanciper de cette institution, avec les rôles stricts qu'elle conférait à la femme mais aussi à l'homme, avec la morale et les normes qui la fondaient, c'était avancer sur le chemin de l'accomplissement de la liberté et de l'égalité. Ces grands récits ont aussi légitimé l'idée qu'il était devenu nécessaire de réformer le droit : droit de la famille (autorité parentale partagée par exemple), droit des femmes (contraception, avortement).

Aux alentours des années 80, nous avons cessé de nous référer de manière systématique aux grands récits de la modernité. Une certaine prise de distance à leur égard s'est installée. Ainsi, au grand récit de l'émancipation, qui supposait la participation à un mouvement dépassant les enjeux strictement individuels, s'est substitué un autre récit : un récit centré sur l'individu. Nous croyons désormais en un individu libre, responsable et autonome, un individu qui décide par lui-même en ne se référant qu'à lui-même.

Comme l'a bien montré Ehrenberg (1998), nous vivons dans un monde qui a relégué la référence aux interdits, à la morale, aux limites à un second plan. Nous n'avons plus à nous émanciper, nous sommes émancipés, du moins le croyons-nous. Mais ce qui s'est présenté, dans un premier temps, sous les traits de l'émancipation laisse apparaître aujourd'hui la difficulté d'une existence où les choix ne sont plus dictés de l'extérieur, où les repères doivent émaner avant tout de soi, où l'exigence de réalisation personnelle peut se révéler épuisante.

Ainsi ce qui nous apparaissait comme une conquête de la liberté tend à nous apparaître aujourd'hui sous les auspices de l'épreuve. Certains sociologues (Dubet et Martucelli, 1998) insistent d'ailleurs sur cette dimension prégnante de l'expérience vécue dans la société contemporaine.

L'individu supposé souverain, responsable et autonome est de plus en plus confronté à des épreuves d'autant plus difficiles qu'il est censé ne compter que sur lui-même pour les affronter. Cette dernière affirmation réclame bien sûr un certain nombre de nuances car l'individu n'est pas seul. Cependant il est supposé responsable de son destin, de ses choix, de ses échecs.

2- L'INDIVIDU SOUVERAIN FACE AU DIVORCE

Les difficultés liées au divorce mettent particulièrement en évidence les paradoxes de l'époque que nous vivons, et ceci sur deux versants. Le premier est celui de notre sentiment vis-à-vis des conquêtes de l'émancipation. Le second est celui de notre croyance en l'individu souverain.

Je commence par le premier versant. Le recours au divorce, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est l'aboutissement d'une évolution des mœurs qui a mis l'individu et son exigence de se réaliser au premier plan, et l'ancienne institution familiale à l'arrière plan. Comme je l'ai dit, il est bien une forme d'accomplissement du projet d'émancipation.

Pourtant il apparaît de plus en plus comme une épreuve qui met en cause radicalement l'individu dans ses assises identitaires les plus profondes. D'une part, divorcer ne va pas sans souffrance et, d'autre part, l'individu est seul responsable de cet échec de l'accomplissement de son projet de réalisation de lui-même.

Sur le second versant, se trouve radicalement interrogée notre représentation de l'individu souverain. En effet, à quoi assistons-nous ? La séparation est parfois l'occasion d'un dévoilement de formes de violence. La passion du règlement de comptes peut s'emparer des individus qui en viennent, dans certains cas, à créer un enfer pour eux-mêmes et pour leurs enfants. On sait d'ailleurs que tout cela n'est pas coûteux seulement sur le plan psychologique. L'extraordinaire difficulté à régler certains conflits liés au divorce coûte cher aussi à la justice et à la Caisse d'Allocations Familiales.

Autrement dit, certains individus en situation de divorce ont une fâcheuse tendance à ne pas se comporter... en individus souverains. Au lieu de s'inscrire dans notre représentation du parent responsable, ils impliquent leurs enfants dans le conflit. Au lieu de se soumettre à nos canons de l'autonomie, ils nous semblent dépendants des décisions de justice tout en leur déniaient leur légitimité. Au lieu d'être souverains, ils semblent soumis à des passions incontrôlables. C'est toute l'évolution récente de nos représentations qui se trouve ainsi mise en cause. Dans le sillage de nos conceptions individualistes, le Droit en est venu à considérer de plus en plus le divorce comme relevant, pour l'essentiel, de la responsabilité des divorçants. Ceux qui ont su assumer la responsabilité de constituer un couple doivent pouvoir assumer celle de le défaire. Au libre choix des individus de s'unir correspond leur libre choix de se séparer. Mais dans un nombre non négligeable de situations, ce dispositif se confronte à des individus divorçants qui ne correspondent pas, momentanément en tout cas, à cet idéal d'un individu autonome et souverain.

3- FABRIQUER DES INDIVIDUS RESPONSABLES

Que faire lorsque l'individu ne répond plus aux normes actuelles d'autonomie et de responsabilité ? La question ainsi posée dépasse largement la réflexion sur les difficultés liées au divorce. On peut considérer qu'elle témoigne du caractère éminemment paradoxal de l'époque que nous vivons. Nous prôtons l'individu comme valeur d'autonomie et d'auto-référence mais nous nous trouvons sans cesse confrontés à la nécessité d'accompagner les personnes, qui décidément ont du mal à se comporter en individus.

Deux exemples pour préciser cette idée. La plupart des « psy » sont d'accord pour dire que nous assistons à une explosion de la demande de psychothérapies, et notamment de psychothérapies familiales. Régulièrement, l'exercice de la parentalité, exercice de la responsabilité s'il en est, soulève chez les adultes des interrogations qui les amènent à solliciter un accompagnement par des supposés experts. Pensons également aux questions qui agitent régulièrement les organismes de santé à propos de la consommation de médicaments psychotropes. Surconsommation, estiment certains. Elle est en tout cas révélatrice du fait que la position de l'individu autonome ne va pas de soi. Le recours aux médicaments « de l'esprit » témoigne de la nécessité d'être accompagné pour faire face aux exigences de responsabilité individuelle et d'assumer sa liberté. Tout porte en fait à croire que plus nous sommes censés être des individus, plus nous nous dégageons de la morale du devoir et de l'interdit, plus nous avons besoin d'accompagnement.

Mais ce n'est pas tout : les deux exemples que je viens de citer brièvement mettent en évidence une autre caractéristique fondamentale de l'époque que nous vivons.

Pour suppléer à ces « errements » de l'individu, nous avons mis au point des pratiques, ou des techniques qui, pour la plupart, se proposent d'offrir aux personnes les moyens de redevenir des individus.

Comme le dit Ehrenberg, « ces acteurs multiples, relevant des missions de service public ou des services relationnels privés se réfèrent à une même règle : produire une individualité susceptible d'agir et de se modifier en s'appuyant sur ses ressorts internes » (1998).

Ainsi, face à la difficulté des personnes de se comporter comme des individus, nous avons inventé des techniques supposées permettre de fabriquer des individus, autonomes et responsables.

La médiation familiale en fait partie. Il suffit pour s'en convaincre de relever le nombre de fois où, dans les écrits des médiateurs familiaux, sont utilisées les expressions de « responsabilisation des personnes », d'« accompagnement des parents dans la recherche de leurs propres solutions » ou encore « de responsabilisation des acteurs en les rendant co-constructeurs de l'action ». La responsabilité individuelle est notre problème majeur et c'est bien elle qu'il s'agit de soutenir en fabriquant des individus responsables.

4- LA MEDIATION FAMILIALE ET LA FIGURE DE L'INDIVIDU NEGOCIATEUR

Qu'est-ce qu'un individu responsable ? La plupart du temps les écrits des médiateurs familiaux ne posent pas cette question mais semblent y répondre de manière implicite. C'est en quelque sorte un individu pacifié : quelqu'un qui a su faire taire en lui les excès de la passion, de la violence et du désir de vengeance¹⁰. C'est l'individu que semble chercher à fabriquer un certain imaginaire de la médiation familiale, en l'initiant à la négociation.

Ainsi chaque pratique du champ social se donnerait pour objectif de fabriquer, de façonner, une facette différente de l'individualité, chaque fois considérée comme indispensable, pour se comporter de manière autonome et responsable dans le monde contemporain. La médiation familiale aurait en charge la fabrication d'une facette particulière, celle qui doit permettre de rapprocher l'individualité de la figure du négociateur. Grâce à elle, les parents divorcés deviendraient capables d'intérioriser une attitude susceptible d'être actualisée chaque fois que se présenteront des désaccords dans l'exercice de la parentalité.

5- RESTAURER LA COMMUNICATION, RESTAURER LES LIENS

Revenons maintenant sur la métaphore fréquente de la rupture de la communication et de sa restauration. Beaucoup d'écrits de médiation familiale interprètent le conflit comme une rupture de la communication et, de ce fait, conçoivent le processus de médiation comme visant à la restaurer. A mon sens nous avons là une autre manifestation de la croyance en l'individu dont il n'est pas toujours aisé de repérer les effets tant elle est inscrite dans nos schèmes de pensée. En effet, il va quasiment de soi que, du fait de l'individualisation à l'œuvre dans le monde contemporain, nous assistons à une dissolution des liens et ceci à tous les niveaux : politique, social, familial.

¹⁰ Pour DAVID-JOUGNEAU (2002), par exemple, Ulysse tel que le met en scène Sophocle dans sa tragédie Ajax, incarne le paradigme de cette individualité. Renonçant à la vengeance Ulysse plaide pour le droit de son ennemi Ajax à une sépulture.

Selon ce schème de pensée, nous traverserions une période se caractérisant par le déclin de la vie publique, la privatisation de l'existence, la fin du lien social, la rupture des liens familiaux. On notera qu'une telle vision suppose, sans le formuler explicitement, qu'il n'en a pas toujours été ainsi et repose donc sur une sorte de nostalgie d'une époque, idéalisée, antérieure à la montée de l'individualisme. Cette croyance joue un rôle non négligeable dans les écrits sur la médiation familiale : quelque chose des anciens liens de communication au sein de la famille se serait rompu et la mission du médiateur serait de rétablir la communication.

Selon cette perspective, les enjeux du processus de médiation acquièrent une dimension qui dépasse largement l'objectif de recherche d'un accord entre adultes qui divorcent. Il devient un outil au service de la restauration du lien, dans un monde qui souffre cruellement de sa dissolution. On passe ainsi d'un pragmatisme, par ailleurs souvent revendiqué, à une vision de la société, de ses supposées fragilités et des moyens pour en venir à bout. Je cite : « ...la médiation familiale va bien au-delà de l'aide individuelle qu'elle apporte à un homme et à une femme qui se séparent (...) car elle répond à trois besoins fondamentaux de nos sociétés industrialisées : responsabiliser les individus (!), mieux communiquer entre êtres humains, entretenir ou créer des réseaux de solidarité » (Rocher, cité par Babu, 2002, p. 49).

Vivons-nous vraiment une période de dissolution des liens ? Et s'il s'agissait d'une mythologie du temps présent ? Des travaux récents réalisés à partir du travail de psychothérapie familiale psychanalytique laissent supposer que la réalité est nettement plus complexe. Dans les consultations psychothérapeutiques, plutôt qu'à une dissolution des liens, on assisterait à leurs transformations en des liens qui rendent les séparations difficiles (Hefez, 2004). Les familles, sous toutes leurs formes, semblent avoir du mal à faire face aux expériences de séparations différenciatrices, celles qui permettent de construire la juste distance entre les uns et les autres. Voilà un autre paradoxe : la montée de la norme d'autonomie, l'exigence de responsabilité et de gestion démocratique de la famille semblent (cela reste une hypothèse) s'accompagner de liens intrafamiliaux au sein desquels il devient difficile d'assumer la différenciation. Et ceci aussi bien pour le sujet que pour le groupe.

Alors, est-il vraiment nécessaire de restaurer des liens qui, peut-être, n'ont pas été dissous mais ont subi une transformation (qu'il nous reste à penser) ? Une telle question me paraît essentielle pour les médiateurs familiaux. Elle sous-entend qu'à vouloir restaurer ce qui n'en a peut-être pas besoin, on risque de se mettre au service d'un modèle idéal insuffisamment réfléchi. Il faut donc interroger ce désir de restauration et le modèle idéal qu'il vise sans l'explicitier.

On peut penser que, dans certains cas, entre en jeu de manière plus ou moins insidieuse, une forme de nostalgie de l'ancien modèle familial, celui que l'évolution récente a fait voler en éclats, et que c'est bien lui qu'il s'agit de sauvegarder. A preuve, me semble-t-il, les oscillations dans les écrits de certains médiateurs familiaux, entre l'effort pour prendre acte des transformations de la famille et la nécessité de rappeler qu'elle reste la base de la société¹¹ : « De plus, n'oublions pas que, quelles que soient leur forme et leur évolution, la famille et la parentalité restent des bases importantes de notre société » (Babu, *ibid.*).

Mais changeons d'éclairage théorique. Une réflexion psychanalytique ne manquera pas de nous suggérer un rapprochement sémantique.

Ainsi du verbe restaurer, nous glisserons au verbe réparer. On sait que, sur le plan inconscient, travailler avec la famille, les parents, les enfants, sollicite en nous l'actualisation de représentations inconscientes liées à notre propre histoire. L'infantile en nous, avec ses représentations de l'enfant idéal et de parents idéaux, nous agit à notre insu. Si nous ne nous donnons pas les moyens de l'interroger il nous contraint à nous engager dans des conduites qui, sur le plan fantasmatique, visent à réparer nos propres souffrances infantiles. Dans quelle mesure le désir de restauration n'est-il pas un avatar du désir inconscient de réparation ?

6- PENSER LES LIENS FAMILIAUX

A mon sens il n'est pas possible de s'en tenir aux analyses qui précèdent dans la mesure où cela reviendrait à adopter une position un peu facile de simple mise en question. Afin de bien mettre en évidence que la critique développée concerne une certaine manière de penser la médiation familiale et non la médiation familiale en elle-même, il me semble nécessaire de proposer des pistes de réflexions susceptibles d'aider à la penser différemment. Pour ce faire, il est indispensable de préciser que la famille doit être envisagée selon d'autres cordonnées et que la manière de penser la médiation familiale en dépend.

Une telle affirmation repose sur un postulat qu'il convient d'explicitier : la pratique de la médiation familiale ne saurait se réduire à une pratique de médiation comme une autre, la médiation de voisinage par exemple. Disons le sans détours, les liens familiaux ne sont pas les liens de voisinage. Il convient donc de penser la spécificité des liens familiaux à la fois pour éviter ce genre de réduction et pour se dégager de la mythologie de l'individu souverain.

¹¹ Or on peut penser que, sous aucune latitude et à aucun moment historique, la famille n'a été la base de la société. Sa configuration particulière est toujours la conséquence d'un mode d'organisation religieuse ou politique (GODELIER, 2004)

Je reprendrai ici quelques aspects de deux conceptions actuelles sur le lien de filiation (Guyotat, 1995) et sur le lien de parentalité (Houzel, 1999). Toutes deux présentent des caractéristiques générales communes. D'une part, elles articulent des données anthropologiques et psychanalytiques et d'autre part, elles proposent de penser ces deux types de liens, fondamentaux au sein de la famille, selon trois axes : l'axe de l'institution, l'axe de la vie fantasmatique ou imaginaire et l'axe du réel du corps et des conduites.

Pour des raisons de place, je ne m'appuierai que sur les deux premiers en essayant de mettre en évidence quelques conséquences générales sur la pratique de la médiation familiale.

7- L'INSTITUTION DES LIENS

Les liens au sein de la famille ne reposent ni sur la seule référence à l'ordre biologique (les fameux liens de sang), ni sur la seule référence aux affects. Ils ont à voir aussi avec l'institution qui relève de la culture humaine. Le lien de filiation, par exemple, est institué en ceci qu'il s'inscrit avant tout dans un système de règles sociales. Etre « fils ou fille de », c'est se voir attribuer à la naissance une place générationnelle en fonction de règles correspondant au système de parenté en vigueur dans la culture considérée. Contrairement à une croyance individualiste actuelle, cette institution, bien que d'origine extérieure à la personne, joue un rôle primordial dans la constitution de son sentiment identitaire. L'appropriation plus ou moins difficile de la place instituée, ainsi que des règles du système de parenté et des limites qu'elles imposent, constitue tout à la fois une contrainte et un socle qui offre la possibilité au sujet de se penser en référence à une généalogie.

Ce rappel comporte des conséquences importantes d'une part pour la conception que nous nous faisons de la famille et de ses évolutions et, d'autre part, par voie de conséquences, pour la pratique de la médiation familiale.

Tout d'abord il nous oblige à nuancer l'idée selon laquelle l'évolution récente de la famille serait à comprendre comme un mouvement de désinstitutionalisation. Soyons clairs : ce mouvement ne peut être nié. Nous assistons à une disjonction des liens autrefois institués selon un principe commun. Il y a disjonction, par exemple, entre les liens parentaux et conjugaux. Toutefois l'institution continue de définir les principes de la filiation et de la succession des générations. Elle précise des règles et des interdits fondamentaux même si nous avons le sentiment que, sur ce point, un flou certain s'est installé.

En cela on peut estimer que la famille reste encore, pour une part, la conséquence de l'application d'un certain nombre de règles, les règles d'un système de parenté qui, certes, est en train de se transformer sous nos yeux. Il s'agit donc de nuancer une vision qui ne la considérerait que comme le lieu de l'avènement de liens à caractère privé, à dominance exclusivement affective et relevant des seuls désirs des membres du groupe.

Des travaux récents vont dans le sens de ces remarques. Ainsi certains sociologues, à partir de leurs recherches sur les familles recomposées, se sont vus contraints de proposer la distinction entre le généalogique et le générationnel (Théry, 1996). Distinction destinée à rendre compte du fait que, si le lien au beau-parent (familles recomposées) n'inscrit pas l'enfant dans une généalogie, il est cependant structuré, la plupart du temps, par la différence des générations avec les interdits et les règles qu'elle suppose. De telle sorte que, dans un très grand nombre de cas, la référence à l'institution des liens constitue pour les sujets un point d'ancrage à partir duquel ils s'efforcent d'organiser des liens non institués. Des travaux récents (Ducousso-Lacaze, 2004, 2005) tendent à montrer que, dans les familles dites homoparentales, des processus comparables sont à l'œuvre. Il existe d'ailleurs une revendication forte des adultes engagés dans ces formes de familles pour une reconnaissance légale des liens qu'elles génèrent. Ainsi, bien que certains estiment qu'il s'agit avant tout d'exiger des droits, nous assistons à une demande d'institution.

Tout se passe donc comme si les sujets eux-mêmes prenaient conscience, de manière confuse et souvent paradoxale, de la nécessité de fonder les liens familiaux sur des principes et des règles relevant d'une autre logique que celle de la subjectivité et de la communication : une logique instituée qui dit les places, les droits et les devoirs de chacun, en référence à un cadre généalogique.

Cette dépendance de la famille à l'égard de l'institution dit, par voie de conséquences, la relation complexe de la pratique de médiation familiale à l'égard du Droit et de la Justice.

Dans nos sociétés, le Droit est le garant de ce que Legendre (1990) appelle « le principe généalogique ». Et le fait que les évolutions actuelles le prennent parfois en défaut ou lui imposent de se réformer ne change pas le fond de la question¹².

¹² Par exemple, s'il s'avérait qu'effectivement nous assistons aujourd'hui à la « fin du dogme paternel », comme Michel TORT (2005) en fait l'hypothèse, cela n'entraînerait pas pour autant la fin de la nécessité d'un cadre légal organisant la succession des générations. L'époque que nous vivons nous oblige, en revanche, à nous défaire d'une représentation d'un « ordre symbolique » immuable trop souvent défendue par l'orientation structuraliste en psychanalyse (à commencer par LEGENDRE).

Les personnes qui rencontrent les médiateurs familiaux sont aussi assujetties à ce principe généalogique qui les fonde en tant que « fils ou fille de » mais aussi en tant que « parents de ».

Insistons sur ce dernier point puisqu'il rejoint une préoccupation très actuelle de la médiation familiale : que la parentalité se maintienne au-delà de la rupture du couple conjugal. Méfions-nous de l'illusion qui consisterait à croire que cela n'est qu'une affaire de restauration de la communication. Car la question première est de savoir s'il existe des principes légaux susceptibles de fonder une telle disjonction ; principes légaux sur lesquels les personnes puissent s'appuyer et qui leur offrent la possibilité d'éprouver ce qu'il en est de leurs droits, de leurs devoirs et des limites imposées par tout cadre de référence clair (Neyrand, 1999).

La médiation familiale a donc tout intérêt à se dégager, plus qu'elle ne le fait aujourd'hui, des enjeux de légitimation initiaux qui l'ont amenée à se penser comme une solution alternative à la pratique du Droit et de la Justice. Certains théoriciens de la médiation familiale l'ont compris et le disent (Leroux, 2002 par exemple), mais la tentation initiale reste à l'œuvre comme une sorte d'adhérence à une croyance de jeunesse.

8- LA DIMENSION FANTASMATIQUE DES LIENS

Commençons par préciser que nous entrons dans une logique différente de celle de la logique de l'institution. Les liens familiaux relèvent de logiques hétérogènes qui entrent en conflit au sein des psychismes individuels.

Chaque sujet du groupe familial est donc inscrit dans les liens en fonction de ces deux logiques contradictoires, l'une qui obéit aux principes du système de parenté de la culture considérée, l'autre aux désirs inconscients dont les exigences se confrontent aux limites imposées par les premiers (Grihom et Laflaquière, 2004).

Or, les désirs inconscients ne constituent pas la part autonome de l'expérience des liens que l'on pourrait opposer à la part déterminée par l'institution. Ils contraignent doublement le sujet. Ses propres désirs, qu'il ne maîtrise pas, l'inscrivent dans les liens dès la naissance. Les désirs des membres du groupe l'assignent à une place fantasmatique qu'il ne choisit pas.

A partir du moment où l'on accorde quelques crédits aux désirs inconscients, le lien de parentalité ne relève pas du seul libre choix d'un individu autonome. Il implique nécessairement, pour le parent, la référence à ses propres parents.

C'est en s'appuyant sur les images de ses propres parents dans leur fonction parentale que l'adulte mobilise les processus de la parentalité. Il faut rappeler ici qu'un triple mouvement est à l'œuvre. Il s'agit de s'inscrire dans la continuité de ses propres parents tout en reprenant le processus de différenciation à leur égard et ainsi de renoncer à sa place d'enfant.

L'accès à la parentalité suppose donc la perte de sa propre position d'enfant, accompagnée d'une réactivation des identifications aux parents. Une question pour le médiateur familial : où en est ce processus au moment où le divorce intervient ? On ne peut évidemment pas répondre en dehors de l'appréciation de la singularité de chaque personne, mais la question laisse entendre que les enjeux affectifs de séparation et d'organisation de l'après divorce peuvent s'insinuer dans les failles de cette opération intrapsychique toujours délicate, jamais définitivement accomplie.

De quelles ressources identificatoires (par exemple) le parent dispose-t-il pour réaménager sa position parentale qui avait trouvé une forme d'équilibre (ou pas) en s'appuyant sur le lien conjugal (Martinière, 1999) ? Il est un peu court de répondre à une telle question à la manière de certains écrits de médiateurs familiaux, c'est-à-dire en insistant sur le fait que la médiation familiale n'est pas une thérapie ou encore que ces questions concernent le passé alors que le travail de médiation est orienté vers l'avenir.

A défaut d'être en mesure d'entendre que, sur le plan fantasmatique, la parentalité implique trois générations, le risque est de renvoyer purement et simplement celui qui est en panne momentanée de modèles identificatoires à ses insuffisances ainsi qu'à son incapacité à communiquer.

Des considérations semblables peuvent être formulées à propos du lien conjugal. Contrairement à une représentation dominante à l'heure actuelle, il ne se fonde pas seulement de la rencontre de deux individualités autonomes. Il est sous-tendu par la relation fantasmatique de chacun à ses objets d'amour parentaux. On n'est pas deux lorsque l'on se rencontre, dans la mesure où chacun apporte son propre imaginaire de la relation de couple fortement imprégné des enjeux oedipiens ainsi que du mythe familial des deux lignées dont il est issu. Ajoutons un point qui paraît essentiel pour le travail des médiateurs familiaux.

Le couple génère des alliances inconscientes (Kaës, 1993) qui supposent un accord inconscient sur ce qui doit rester inconscient. Il s'agira par exemple, pour l'un et l'autre, de créer une forme de lien qui permettra de ne rien savoir des enjeux oedipiens qui le sous-tendent. Alors qu'en est-il du devenir de ces alliances inconscientes au moment de la séparation ? Malgré les apparences, l'alliance inconsciente fondatrice du couple peut continuer d'œuvrer et l'éventuel accord obtenu en présence du médiateur n'être qu'un de ses avatars, signant que la séparation, sur le plan psychique, reste en fait à accomplir. Le médiateur familial n'a pas à être un spécialiste de ces questions mais elles soulèvent très sérieusement le problème de sa formation. A ne rien en connaître il risque de devenir lui-même, et à son insu, sujet de l'alliance inconsciente.

9- EN GUISE DE CONCLUSION

On l'aura compris : il me semble que la pratique de la médiation familiale ne peut pas se passer d'une réflexion sur la famille qui fasse intervenir aussi bien les perspectives anthropologique, sociologique et psychanalytique. Car travailler avec la famille convoque nécessairement des idéologies et des enjeux inconscients que, seules des disciplines permettant une prise de distance (auto) réflexive, peuvent aider à mettre à jour.

Une telle affirmation pourra paraître paradoxale à une époque où nous ne savons plus exactement ce qu'est la famille. Mais justement, les transformations que nous vivons demandent à être pensées si nous souhaitons éviter que nos techniques d'action sur l'humain ne les pensent à notre place.

De ce point de vue, revenir à une interrogation sur les liens présente un double intérêt. Cela permet tout d'abord de se rendre compte qu'en dépit des changements actuels, quelque chose ne change pas : l'institution et la vie fantasmatique inconsciente (entre autres) demeurent des constituants fondamentaux des liens de filiation et de parentalité, quelles que soient par ailleurs les transformations de(s) la(es) famille(s). Second intérêt : en prendre acte devrait aider la médiation familiale à ne pas réduire la conception de son action à une réflexion technique sur les procédures de médiation qu'elle utilise. En ce sens mon propos n'aura pas visé à disqualifier de telles procédures mais à rappeler qu'elles ne sauraient dispenser la pratique de la médiation familiale d'une prise en compte de la complexité de l'humain.

Bibliographie

- BABU A., 2002, *La médiation familiale étape par étape ou la structuration d'une pratique professionnelle*, In regards croisés et perspectives, 45-88, Paris, Eres
- DAVID-JOUGNEAU M., 1999, *La communication familiale au moment de la rupture : de la logique de la procédure à la logique de la médiation*, Dialogue, 143, 31-40
- DAVID-JOUGNEAU M., 2002, *La médiation familiale : un art de la dialectique*, In *Médiation familiale regards croisés et perspectives*, 19-44, Paris, Eres
- DUBET F. et MARTUCELLI D., 1998, *Dans quelle société vivons-nous ?* Paris, Seuil
- DUCOUSSO-LACAZE A., 2004, *A propos du père dans la parentalité lesbienne*, Le divan familial, 13, 29-42
- DUCOUSSO-LACAZE A., 2005, *Familles homoparentales : qu'est-ce qui ne change pas ?* Psychomédia, 2, 38-42
- EHRENBURG A., 1998, *La fatigue d'être soi*, Paris, O. Jacob
- GODELIER M., 2004, *Métamorphoses de la parenté*, Paris, Fayard
- GRIHOM M.-J. et LAFLAQUIERE A., 2004, *l'élaboration subjective des liens au génogramme chez l'enfant : la tension entre le semblable et le dissemblable et les processus d'analogisation*, Bulletin de psychologie, 57(5), 473, 465-478
- HEFEZ S., 2004, *Quand la famille s'emmêle*, Paris : Hachette
- GUYOTAT J., 1995, *Filiation et puerpéralité*, Logiques du lien, Paris : PUF
- HOUZEL D., 1999, *Les enjeux de la parentalité*, Paris, Eres
- KAËS R., 1993, *Le groupe et le sujet du groupe*, Paris, Dunod
- LEGENDRE P., 1990, *Filiation*, Paris : Fayard
- LEROUX C.-H., 2002, *Ethique, humanisme et médiation familiale*, Actes du colloque national : La médiation familiale. Fondements, éthique, Pratiques, Bordeaux, 107-1
- MARTINIERE M.-T., 1999, *La médiation familiale : panser ou penser les séparations conjugales ?*, Dialogue, 143, 79-90
- NEYRAND G., 1999, *Retour sur la garde alternée. La loi comme garant symbolique de la légitimité des pratiques*, Dialogue, 143, 41-50
- THERY I., 1993, *Le démariage*, Paris : O. Jacob
- THERY I., 1996, *Différence des sexes et des générations. L'institution familiale en déshérence*, Esprit, 12
- TORT M., 2005, *Fin du dogme paternel*, Paris, Aubie
- SWAIN G., 1994, *Dialogue avec l'insensé*, Paris, Gallimard

LA MEDIATION FAMILIALE ET LES 7 FAMILLES

***Jacques Faget,
Sociologue
Journées d'étude de l'APMF Bordeaux
Janvier 2005***

Le fait de se prévaloir du titre de médiateur familial ne va pas de soi :

- ce n'est pas parce que des textes de Lois organisant la médiation familiale existent désormais,
- ce n'est pas parce des choix de politique publique, clairs et plus ou moins consensuels, ont décidé de créer un diplôme national et donc une profession de médiateur familial,

que l'avenir de la médiation familiale s'annonce prospère et sans nuage

Car le passage d'une aimable activité marginale, conduite de manière romantique et humaniste, par des citoyens probablement formés, parfois un peu rémunérés, à une organisation professionnelle structurée ne se fera pas sans heurts. Le contexte systémique dans lequel émerge la profession de médiation familiale est loin d'être simple et personne en haut lieu n'a véritablement pris la mesure des tourbillons que cela allait susciter.

Le petit médiateur familial arrive dans un jeu des 7 familles (avocats, notaires, thérapeutes, conseillers conjugaux, magistrats, assistants sociaux, éducateurs spécialisés) où il faudrait être naïf pour penser qu'ils sont attendus avec impatience. Aussi faut-il s'attendre à ce que cette nouvelle famille fasse l'objet de rituels initiatiques particulièrement éprouvants. C'est le prix de la douleur.

Le terme de prix a deux usages :

- on l'emploie pour désigner une récompense, une gratification. De ce point de vue on peut penser que la reconnaissance publique de la médiation familiale aurait ainsi reçu de la part des autorités, le prix de l'innovation sociale, de la nécessité.
- on l'utilise le plus souvent de manière moins optimiste pour évoquer non pas un don mais une dette, le prix qu'il faut payer pour s'acquitter de quelque chose ou pour en obtenir une autre. J'évoquerai tour à tour ces deux acceptions.

1- LA MEDIATION FAMILIALE : LE PRIX DE LA NECESSITE

La médiation ne tombe pas du ciel. Il serait réducteur de croire qu'elle est seulement la conséquence de l'activisme courageux de quelques pionniers. Son avènement correspond en réalité à un moment particulier de l'histoire de nos sociétés démocratiques parvenues à un certain stade d'évolution. La multiplication des médiations de tous ordres en est le signe tangible. Et de ce point de vue, la médiation familiale ne peut se penser séparément de l'essor des autres types de médiation. Elle correspond à une vague de fond post-moderniste qui annonce de grands changements dans la façon de gouverner la cité.

Voilà en effet un instrument extrêmement bien adapté à une société hyper complexe qui ne peut plus se réguler à l'aide d'institutions lourdes et hiérarchisées et de normes transcendantes mais qui doit inventer des modes de régulation plus flexibles, plus adaptables à l'infinie variété des contextes humains et à leur caractère rapidement évolutif. La médiation est l'exemple type d'une « modernité liquide », d'un contexte historique orphelin de certitudes et de formes sociales solides¹³, qui nécessite la création de nouveaux espaces intermédiaires fluides où se bricolent de micro-ajustements : « la dynamique du fluide »¹⁴.

La complexité familiale donne un bon exemple de cette post-modernité quand les formes familiales se brouillent, se tordent, se contorsionnent, pour donner naissance à des agencements affectifs précaires et insolites. Les règles morales laissent dès lors place à une ingénierie, qui assure l'équilibre social non pas en s'appuyant sur des croyances, des morales, des méta-raisons mais sur des processus de pacification. Cette ingénierie n'est pas sans âme, elle se pare certes de valeurs, poursuit le rêve d'un idéal démocratique, mais elle renonce à fabriquer la société, à donner un mode d'emploi de l'existence, elle s'adapte plutôt comme elle le peut à des mouvements qui souvent la débordent.

¹³ BAUMAN Zygmunt (2000), *Liquid modernity*, Cambridge, Polity Press.

¹⁴ FAGET Jacques, (2005), *Médiation et action publique. La dynamique du fluide*, Presses universitaires de Bordeaux.

Ainsi par exemple, le fait de donner à chacun le pouvoir de décider de son destin, de construire la solution qui lui convient n'est pas le simple effet d'une exaltation philosophique de l'autonomie, de la responsabilité, mais la conséquence de bouleversements structurels de l'Etat-providence qui a fabriqué des sociétés d'individus, pressés de plus en plus par les exigences néo-libérales à prendre des décisions, à opérer des choix, à s'engager même lorsqu'ils ne le souhaitent ou ne le peuvent pas.

2- LA MEDIATION FAMILIALE : LES PRIX DE LA CROISSANCE

Certains pensent que la création de la médiation familiale a été bradée à de puissants lobbies. Pourtant le prix de son développement est bien loin d'être soldé. La reconnaissance de la médiation familiale, l'identité des médiateurs et la liberté de leurs pratiques se paieront au contraire au prix fort.

❖ Le prix de la reconnaissance : la position dans le champ

Il ne suffit pas qu'une profession soit créée pour qu'elle obtienne comme par enchantement la reconnaissance. Certes, traditionnellement, la légitimité ne dépendait que de la possession d'un statut (par exemple, il n'a jamais été demandé à des magistrats de faire la preuve de l'efficacité de leurs décisions, aux professeurs qu'ils ont aidé à l'épanouissement de leurs élèves, aux thérapeutes qu'ils ont amélioré la vie de leurs patients).

Mais les choses changent et c'est maintenant, de la manière dont on exerce son rôle, que dépend désormais la légitimité et donc la reconnaissance. Pourtant, on demandera à une profession nouvelle plus de gages de fiabilité qu'à un métier plus ancien et reconnu.

Cette quête de la reconnaissance doit s'analyser à la fois vis-à-vis du public mais également vis à vis des autres professions impliquées dans la régulation familiale. Je vois deux risques susceptibles de l'entraver :

1^{er} risque : partir à la conquête de la reconnaissance à la tête d'une armée mexicaine

Car voici une activité de plus dans un lit familial particulièrement surpeuplé (j'ai parlé précédemment des 7 familles), qui fait l'objet de toutes les sollicitudes depuis l'avènement à la fin du 19^{ème} de ce que Jacques Donzelot a baptisé la « police des familles ». Ajouter encore une autre famille sans élaguer parmi celles qui existent déjà n'en facilite pas la visibilité sociale.

Le choix, moyennant une formation commune minimale (cette exigence dépendra de la façon dont les DRASS appliquent les textes), de construire une profession avec des gens qui viennent d'horizons professionnels multiples et qui peuvent se prévaloir de l'appartenance à d'autres ensembles professionnels n'est pas limpide. Il est sans doute la résultante d'un compromis politique entre des lobbies influents. Mais avouons que la possibilité donnée de se prévaloir d'un double et pourquoi pas d'un triple étiquetage professionnel n'en facilite pas la perception. Etre thérapeutes-médiateurs, psychologues-médiateurs, avocats-médiateurs, ne paraît évident qu'à ceux qui en font le choix. Pour le bon peuple cela reste probablement énigmatique, même s'il ne sait pas très bien en quoi consiste réellement la médiation.

Cette reconnaissance de la médiation familiale reste d'une autre façon problématique pour ceux-là même qui travaillent dans le champ familial. Les médiateurs qui revendiquent une polyvalence professionnelle ne parviennent pas à convaincre de l'innocence de leurs motivations. Ils nous diraient que c'est pour des raisons économiques, dans un contexte qui ne nourrit pas son médiateur, que nous accepterions l'idée.

Au lieu de cela, ils bricolent une rhétorique justificatrice qui est trahie par la façon dont ils se présentent. Ainsi ai-je observé parfois qu'ils plaçaient leur label de médiateur en second. J'ai formulé l'hypothèse, probablement fragile, qu'ils placent en premier le statut qui leur paraît le plus valorisant. Comme fait exprès, seuls les médiateurs qui ont des qualifications moins socialement prestigieuses dans la stratification professionnelle, qui n'ont pas pignon sur rue, consentent à se définir uniquement comme médiateur.

Il me semble donc que le prix de la reconnaissance exige de clarifier l'usage du terme médiateur. Il ne faut en la matière rien attendre des textes. L'histoire des professions montre que ce sont elles qui, par la création d'une instance de pilotage, ont défini les usages de leur label. Mais la légitimité de cette instance sera difficile à conquérir en un contexte mexicain.

2^{ème} risque : chercher son salut du côté des professions familiales

Dans l'expression « médiation familiale », il y a deux mots : médiation et famille. La spécificité du métier se situe certainement dans l'articulation entre ces deux termes. Pourtant il me semble que certains insistent plus sur l'un des deux. Les uns se montrent soucieux d'être rattachés aux professions de la famille, les autres, plus rares, à celles de la médiation. On peut le comprendre. Les premières ont une forte visibilité tandis que les secondes sont encore peu connues.

Or, il me semble que ce qui fonde l'activité, ce n'est pas son objet, la famille, mais la posture, le processus, la méthode, à savoir la médiation. A moyen ou long terme il me semble que le prix de la reconnaissance consiste à se démarquer d'un ensemble familial très surchargé pour se revendiquer d'un ailleurs professionnel plus dégagé et plus lisible.

❖ Le prix de l'identité : la question de la posture

L'identité se définit souvent de deux façons, en négatif, par opposition aux autres, mais aussi en positif, par l'affirmation d'une vision du monde, d'une éthique ou bien par la maîtrise de techniques, d'un savoir-faire spécifique.

Une définition en creux : La pertinence de la médiation est parfois justifiée par le constat de l'inadéquation ou pour le moins des limites de l'appareillage précédent. La rhétorique de médiation est alors nécessairement un discours contre ce qui existait précédemment, qui s'appuyait sur une autre philosophie, sur d'autres principes d'action qualifiés d'obsolètes ou inadaptés aux besoins contemporains. Une telle position suscite inévitablement en retour des anathèmes (de la part de certains avocats par exemple) et des rejets plus discrets et occultes (de la part de magistrats de la famille et de thérapeutes).

Une définition en relief : Trouver sa place au milieu ou à côté des 7 familles, constituées de professions très structurées et parfois puissantes ne peut se concevoir que grâce à des stratégies d'alliance et à un discours avec, qui s'appuie non pas sur des oppositions mais sur des complémentarités.

Ce double registre d'argumentation où il faut faire la preuve de sa modernité, de la singularité de son action, tout en rassurant les acteurs professionnels du champ de sa non volonté d'ingérence est extrêmement difficile à maîtriser.

Le modèle français actuel exige de la part des médiateurs qu'ils déploient des ruses de sioux pour montrer en même temps leur utilité et leur innocuité.

Le modèle américain ne nécessite pas ces gants là. Les grands cabinets de lawyers, développent des stratégies de cow-boys. Ils cherchent à occuper en force tout l'espace de la régulation des conflits, allant de la régulation en justice à la médiation en passant, dans une bouillie conceptuelle revendiquée, par la transaction, la négociation et la conciliation.

En fait on peut observer que chaque fois qu'un modèle se fonde sur l'objectif de la résolution des problèmes (de type problem solving), il induit ce type de confusion et la domination des juristes sur le champ. Si au contraire il se fonde sur une recherche sur le sens de la situation (du type médiation transformative) il induit une confusion avec des pratiques thérapeutiques et la domination des thérapeutes sur le champ.

On le voit, dans les deux cas il est difficile aux médiateurs de ne pas sombrer dans un type de domination. Et de préserver leur identité. Il faut bien comprendre que la professionnalisation, loin de faciliter cette recherche, est de nature à stimuler la compétition et à attiser les réflexes défensifs des professions alentours. L'enjeu n'est pas seulement économique mais aussi symbolique quand il s'agit de défendre le pouvoir, le prestige, la réputation, l'aura d'une profession.

❖ Le prix de la liberté : le rapport avec l' institution

Avec la normalisation des pratiques, la reconnaissance politique et juridique de la mesure, la professionnalisation, le financement des pratiques, la médiation familiale s'est institutionnalisée. Faut-il craindre de cette institutionnalisation l'épuisement des principes qui l'ont guidée ? ; une menace contre les utopies originelles et l'indépendance des médiateurs ? En général, quand on parle d'institutionnalisation c'est pour la redouter, pour en souligner les dangers, encadrement des pratiques, dénaturation de l'éthique au profit d'une rationalité institutionnelle aliénante.

En réalité, tout dépend de la façon dont se déroule l'institutionnalisation. Celle de la médiation familiale n'est pas subie, c'est une auto-institutionnalisation, fruit de l'action résolue des lobbies qui l'ont façonnée et structurée. De ce point de vue, il est plus facile d'en contrôler les effets. Mais cette condition n'est pas suffisante. Garder son âme dans une atmosphère institutionnelle peu tempérée exige d'autres conditions :

- avoir une forte identité professionnelle. Cela suppose que la formation initiale et continue soit exigeante et de qualité, que la pratique en tant que médiateur soit suffisamment importante en volume, que l'activité de médiation l'emporte sur toutes autres, que les autres vous perçoivent avant tout comme médiateur
- travailler en équipe, faire partie de réseaux, s'appuyer sur des organisations puissantes capables d'intervenir pour défendre des atteintes aux intérêts collectifs et affirmer une éthique.
- ne pas dépendre exclusivement d'une seule source de financement ce qui éloigne le spectre d'une allégeance économique.

Voilà, j'ai essayé à ma façon de définir ce qui me semble être le prix de gros de la médiation familiale. Je vous laisse maintenant le soin de fixer les prix de détail.

LA MEDIATION FAMILIALE DANS UN CONTEXTE DE SEPARATION ET/OU DE DIVORCE

Myriam ROGER MORANCE,
Médiatrice familiale (ARRAS)
Atelier du colloque de Lille

Pour parler de ma fonction... non reconnue pendant des années, je m'attacherai à la médiation familiale « en pratique » par cet accompagnement difficile et riche d'environ six cent familles plurielles en rupture. Ces familles m'ont beaucoup appris, appris à désapprendre aussi pour mieux composer aux fins de promouvoir « la médiation » qui en 1997 se produisait sur une scène vide de tout public, faute d'en connaître le contenu et les aboutissants.

- Développer la médiation familiale dans le Pas de Calais (62) m'a conduit depuis 1997 à apprivoiser les territoires et leurs populations dans leurs spécificités, leurs valeurs et philosophies, leurs volontés et contradictions aussi... composant avec des antagonismes profonds, humains et professionnels, que je n'ai pu ignorer sous le sceau d'un investissement inconditionnel.
- Cet atelier d'échanges qui va aborder la fonction de Tiers... ou fonction tierce... et le présupposé de la compétence dans le contexte de la séparation ou du divorce devrait être riche par la diversité des intervenants présents.
- De quel tiers a-t-on envie de parler... le professionnel, le parent, l'enfant, l'autre, le différent de soi? Quelle est l'identité de ce tiers ? ; Quel est son territoire d'intervention ? ; son pouvoir sur ce territoire ? ; Quelles compétences déploie-t-il pour accompagner cette histoire dont la mémoire fait conflit ? ; De quelles missions l'investit-on ? ; Quelles sont les responsabilités engagées et les limites de l'intervention ?

- Le médiateur familial est un médian investi dans une relation ternaire, il est ce gravimètre qui va permettre de mesurer les forces de pesanteur exercées entre deux personnes. Il est aussi le point d'application de la résultante de ces forces et doit s'en protéger. Le conflit n'est pas le conflit du médiateur qui reste en distance, ce même conflit qui est présenté au médiateur telle une propriété dont personne ne veut mais qu'aucun n'est prêt à céder.
- Tiers impartial (équitable), qualifié (formé, compétent), indépendant (suffisamment libre pour exercer une fonction respectée dans ses règles de fonctionnement).
- Obligation de moyens mis à la disposition des personnes... formation longue, lieu neutre, impartialité, confidentialité, analyse de la pratique, supervision... sans obligation de résultat... ma limite est humaine... peut-on aider quelqu'un qui le refuse et la médiation n'est pas la réponse à toutes les situations.
- La médiation n'est pas une science exacte : elle conceptualise des interprétations au pluriel. Elle nécessite la mise en place de dispositifs multidimensionnels qui permet qu'il y ait confrontation à l'intérieur d'une relation où l'on passe de la notion de frustrations à celle de concessions. Le médiateur met alors en discussion des conflits d'interprétation et fait émerger de nouveaux scénarios permettant « l'oxygénothérapie ».
- Je suis en présence d'un livre blanc où le système famille va laisser glisser sa plume pour mettre en mots quelques chapitres de son histoire. Je vais l'accueillir en ce qu'il est et ce qu'il peut donner de lui, sans conseiller, sans brusquer, douce avec les mots (accompagner les personnes en souffrance) et ferme sur les objectifs (traiter les différents).
- Ce sont des hommes (22%), des femmes (47%), des couples (31%) qui sollicitent la médiation familiale avant ou en début de procédure de divorce, dans un parcours conjugal qui s'est essouffé plus souvent pour l'un que pour l'autre depuis plusieurs années, sur fond de désinvestissement amoureux, affectif, de violences psychologiques, physiques, de surinvestissement professionnel, de dépendance financière, générateurs de conflits perdurant, quels que soient les milieux sociaux.
- Ces couples en crise si différents dans leurs cultures, leurs valeurs, leurs religions, leurs professions, leurs idéaux, leurs attentes aussi sont très spécifiques et demandent en médiation une attention particulière : on ne ressemble ni à son voisin ni à sa meilleure amie.
- Ce sont donc des couples en état de fragilité transitoire que les difficultés de communication entraîneront vraisemblablement dans des divorces conflictuels et dans des procédures judiciaires lourdes. Ils réclament à être entendus dans leurs souffrances et compris dans une rupture qui les désolidarise.
- Ils veulent plus qu'ils ne le peuvent arranger les choses tout en transportant ces questions qui colorent mes entretiens : *« comment intégrer l'idée qu'on s'est trompé sur l'autre sans s'y cristalliser ? Quelle place pour celle ou celui que tu n'as pas su être pour moi ? Quel « crédit d'enfant » t'accorder, toi qui as pris une maîtresse ou un amant ailleurs ? Quel père ou quelle mère peux-tu être, toi qui ne l'as pas été en son temps ? »*.

- La médiation familiale est-elle un moyen, au début de leur décision, de se sécuriser par rapport à un avenir mal maîtrisé ? Est-elle une sorte de béquille ou un moyen pour les parents de faire le maximum à un moment où ils sentent que leur disponibilité à leur enfant est moindre ? Ce sont des parents en état de fragilité transitoire qui font une démarche pour l'enfant, en étant conscients qu'il n'a ni pouvoir ni responsabilité dans le conflit qui les oppose.
- Pour certaines personnes, choisir le divorce est une question de survie, même dans le cadre d'un divorce par consentement mutuel. La dissolution d'une union marque l'échec de tout un idéal de couple. Ce n'est pas le bilan d'une vie commune devenue impossible qui est le plus difficile, c'est de se faire à l'idée qu'on s'est trompé, qu'on vivait à deux avec l'illusion de se connaître, confronté au terrible constat d'avoir partagé son lit avec un étranger.
- « En mal être », « en mal vivre », en « misère affective », pour reprendre leurs mots, ces adultes ont besoin de soins et aussi de se réassurer là où les rapports au corps et à l'esprit ont été souvent malmenés. L'idée d'un accompagnement psychologique est parfois à suggérer, au moins pour leur enfant, même s'ils préfèrent parfois, dans un premier temps, recourir aux médecines douces ou aux recettes magiques de certains magazines. Ce sont des parents submergés, et dédramatiser la situation avec eux leur permet d'avancer vers un avenir porteur de nouveautés de toutes façons.
- La réponse à apporter à ces femmes, ces hommes et ces enfants qui entrent dans un dispositif de demande d'assistance urgente, là où il n'existe ni SAMU affectif ni assurance, pouvait-elle être exclusivement judiciaire ?
- Parlant de judiciaire, certains couples en effervescence utilisent déjà le début de la procédure comme brèche pour engager leurs premiers règlements de compte au travers de l'enfant : *« il n'y a rien de prévu pour que tu aies l'enfant, c'est que tu ne dois pas l'avoir »*.
- Recroquevillés sur leurs griefs, de nombreux parents occulteront la même ligne de leur ordonnance *« faute de meilleur accord entre les parties »*. Le Juge leur dit *« c'est le minimum, faites mieux »* et eux ont entendu *« c'est à ça que j'ai ou tu as droit »*, comme si le divorce cristallisait des sous-parents ou des parents adjoints agissant sur procuration.
- Avec la dissolution du couple, les parents doivent continuer à partager l'autorité, sont présumés d'accord pour les décisions relatives à l'enfant, ce qui implique continuer à communiquer *« à faire non pas comme avant où il y avait les fameuses concessions mais mieux... »*, là où personne n'a appris. C'est de cet accompagnement là dont il est aussi question dans mes entretiens de médiation.
- La médiation permet de solliciter les consciences et dynamiser les potentiels. Et elle ne survivra pas à l'absence d'un de ces deux paramètres. Elle a pour finalité de donner du pouvoir aux idées d'hommes et de femmes en les amenant à les matérialiser en respect de valeurs et de croyances partagées.

- Couples mariés et en union libre viennent seuls et en couple avant une procédure (43,95%), pendant une procédure (21,99%), en post jugement de divorce ou de rupture d'union libre (28,57%), hors séparation ou divorce (5,49%).
- En tant que tiers, je m'entremets entre deux personnes pour opérer un accord, ce qui pré-suppose recueillir leur adhésion, faire une pause, dédramatiser la situation, amorcer un changement individuel d'attitude face au conflit, construire un projet parental modulable pour aujourd'hui et demain ou proposer une orientation quand mes prérogatives s'arrêtent.
- Je suis un tiers décevant, je ne tranche pas, ne conseille pas, ne réconcilie pas les couples défaits, ne restaure pas l'amour perdu, refuse d'être un éducateur de parents, ne fait rien à leur place, ne soigne pas...
- Je suis un tiers qui propose un espace, crée le contexte d'écoute, offre disponibilité et empathie, accueille des demandes parfois irréalistes, respecte les personnes et leurs philosophies de vie, ne prend pas partie, utilise les expériences du passé pour construire aujourd'hui et demain en participant activement à la recherche de solutions réalistes pour l'avenir.
- La notion de « tiers absent » pré-existe de fait en médiation familiale par l'enfant bien sûr mais aussi, il y a toujours un autre, étranger à soi, celui à cause de qui tout a échoué... ou grâce à qui tout peut aller mieux... Je suis ce tiers qui entend tout en permettant aux « médiés » de ne pas se retrancher derrière des responsabilités qui les désengagent.
- Si par l'enseignement, mes principaux interlocuteurs devaient être les Magistrats et les Avocats, j'ai rapidement considéré cette approche comme restrictive, l'élargissant à tous les professionnels travaillant dans le champ de la famille, ce qui a favorisé les démarches spontanées de familles conseillées par des proches et des professionnels des champs médico-sociaux, psychologiques, scolaires et judiciaires (+20%) notamment.
- La médiation, peut-être pour éviter les « parents-alités » et permettre à chacun des enfants de grandir et non de vieillir, à chacun des parents de vieillir sans peur du souvenir...

Quel autre lieu pouvait être imaginé afin de « recréer » un espace aux intonations suffisamment neutres pour écouter et entendre cet autre de soi, devenu « étranger » aujourd'hui et emprunter son propre chemin avec ce que l'on est, s'étonnant parfois de ne pas se reconnaître soi-même ?

COMMUNICATIONS LIBRES

QUELLE IDENTITE ?

**VOUS AVEZ DIT MEDIATION FAMILIALE
INTERNATIONALE ?**

MEDIATION INTERCULTURELLE ?

Âne ONIME
Propos irrévérencieux d'un médiateur familial jaloux

En quinze années de pratique de la médiation familiale, il m'est arrivé « de faire » (je vous l'accorde le verbe est mal choisi mais il permet de clarifier mon propos) : *Franco/Algérien- Franco/Marocain – Franco/Tunisien - Algérien/Marocain – Marocain/Tunisien – Franco/Belge- Franco/Irlandais – Franco/Polonais- Franco/Roumain – Franco/Sénégalais – Franco/Malgache - Franco/Italien – Franco/Portugais – Franco/Espagnol – Franco/Russe ...* que ceux qui ne se retrouvent pas dans cette énumération pardonnent mes trous de mémoire.

Parfois les deux partenaires résidaient en France, à l'occasion l'un des deux était retourné continuer son roman de vie dans son pays d'origine et la rencontre était fixée dans le créneau temporel du droit de visite et d'hébergement.

S'agissait-il de médiations familiales internationales ? Ils étaient de nationalités différentes et résidaient dans deux pays différents, ou l'un des deux exprimait le souhait de quitter le territoire Français. « Les droits » des deux pays de référence étaient à l'évidence totalement différents ... oui mais...

Ces médiations familiales étaient animées par un médiateur « non formé » à cette spécialité, un modeste généraliste en quelque sorte, et ces médiations étaient « faites » dans la langue de Molière et non dans celle de Shakespeare. Autre tare, celle-ci rédhibitoire, les deux partenaires étaient présents en séance et n'utilisaient pas le canal obligé de leurs conseils pour échanger, et bien entendu ils ignoraient l'usage, oh combien pertinent pour re-construire du lien, du Net...

J'en entends déjà certains murmurer : « t'inquiètes pas la médiation familiale c'est au mieux du droit comparé... », oui mais il y a encore de la place sur ma carte de visite.

En conclusion : *Ce n'était donc pas des médiations familiales internationales, ma modestie dût-elle en souffrir.*

Et du côté de l'interculturel ?

J'ai « fait » du musulman/agnostique- du musulman à l'eau pure avec du pas très catholique - du protestant/catholique – du sans religion fixe avec du témoin de Jéhovah – du bouddhiste/catholique – j'ai aussi fait du breton/alsacien et même du coiffeur très classique avec une ancienne danseuse du Crazy Horse à la libido moderne. Alors ça c'est de l'interculturel, oui mais... non !

Ces personnes habitaient : Escaudain, Haulchin, Condé sur Escaut voire Noeux les Mines et d'autres communes dont j'ignorais préalablement l'existence, et, pas plus que pour la médiation « internationale » je ne pouvais prétendre à la spécialité. Une vraie médiation interculturelle met en scène une catholique domiciliée dans certain arrondissement de la région parisienne (pas tous) ou dans une commune d'île de France (pas toutes) et un homme de confession baptiste résidant à Boston, il ne s'agit bien entendu que d'un exemple, mais vous pouvez vous-même compléter...

Par ailleurs, surtout, dans interculturelle on entend « culture », et « les miens » sur le plan de la culture, ils ne connaissaient que celle du maïs...

Conclusion : *Ni médiateur international, ni médiateur interculturel, quelle déception car cela signifie, point de reconnaissance en qualité de spécialiste !*

Plus je réfléchis et plus je m'aperçois que ces hommes et ces femmes avaient malheureusement tous quelque chose en commun (ce qui doit sans doute contribuer à les exclure des deux catégories précitées), ils s'étaient rencontrés par delà leurs différences, ***ils s'étaient aimés***, et ne s'aimaient plus !... Rien de culturel dans tout cela, ils étaient devenus ***étrangers l'un à l'autre*** (qui est sans rapport, sans relation...), rien que de l'irrationnel en fait et que je sache, le droit n'a pas de réponse en ce domaine !... Pire encore, toutes les familles que j'ai rencontrées m'étaient ***étrangères***, trois cultures en présence en quelque sorte !

Alors... cherchez l'erreur !